Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques
Pôle Risques

Digne-les-Bains, le 18 DEC. 2019

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2019-352-002
portant approbation de la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Castellane

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-4, R122-17 à R122-24, L125-2 L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-10-2 ;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification de plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret de Monsieur le Président de la République en date du 27 juin 2018 nommant Monsieur Olivier JACOB, Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-2442 du 27 octobre 2005 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Castellane ;

VU la décision n° F-093-19-P-0063 du 10 septembre 2019 de l'Autorité environnementale ne soumettant pas la présente modification à évaluation environnementale ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-589-008 du 16 octobre 2019 prescrivant la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Castellane ;

VU l'avis favorable sur la modification simplifiée du PPRN émis par le Conseil municipal de Castellane lors de sa délibération en date du 18 novembre 2019 ;

VU l'avis favorable sur la modification simplifiée du PPRN émis par le Conseil communautaire de la communauté de communes Alpes-Provence-Verdon Sources de Lumière lors de sa délibération en date du 26 novembre 2019 ;

VU le registre d'observations ouvert à la population ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Territoires ;

CONSIDÉRANT que la modification ne concerne que des adaptations mineures ne portant pas atteinte à l'économie générale du PPRN de Castellane

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires

ARRÊTE

ARTICLE 1er :
Est approuvée, telle qu'annexée au présent arrêté, la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Castellane.

ARTICLE 2 :
La modification concerne le seul risque crue torrentielle lié au torrent de La recluse en amont et en aval du rond-point de la RD 4085 et de la RD 952 qui constituent l'entrée de ville par le Nord, et dans la traversée du quartier de la Cébière.

ARTICLE 3 :
Le dossier comprend :

- une note explicative de la modification
- un règlement
- la carte du zonage réglementaire 3.B.2

Il est tenu à la disposition du public, durant les heures d'ouverture, dans les locaux :

- de la mairie de Castellane
- de la communauté de communes Alpes-Provence-Verdon Sources de Lumière
- de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence
- de la direction départementale des territoires

ARTICLE 4 :
La carte du zonage réglementaire 3.B.2 modifiée remplace la carte 3.B.2 annexée à l'arrêté d'approbation n° 2005-2442 du 27 octobre 2005.
Le nouveau règlement remplace celui annexé à l'arrêté d'approbation n° 2005-2442 du 27 octobre 2005.

ARTICLE 5 :
Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Castellane
- Monsieur le Président de communauté de communes Alpes-Provence-Verdon Sources de Lumière

ARTICLE 6 :
Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Castellane et au siège de la communauté de communes Alpes-Provence-Verdon Sources de Lumière, pendant un mois à partir de la date de réception de la notification de l'arrêté et mention en sera faite par l'État, en caractères apparents dans un journal d'annonces légales.

ARTICLE 7 :
Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur des services du cabinet du Préfet, le Directeur départemental des territoires, le Maire de la commune de Castellane, le Président de la Communauté de Communes Alpes-Provence-Verdon Sources de Lumière, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Il peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique et solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de la Défense, paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (22-24, rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 6) ;
- la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Olivier JACOB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES ALPES DE HAUTE – PROVENCE

CABINET
SERVICE INTERMINISTERIEL
DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE.

ARRETE PREFECTORAL N°2005 - 2442

Portant approbation
du plan de prévention des risques naturels prévisibles
de la commune de CASTELLANE.

LE PREFET DE ALPES DE HAUTE-PROVENCE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

VU la loi N°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7 issus de la loi N°95-101 du 2 février 1995 ;

VU le décret N°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 7 et 8 ;

VU l'arrêté préfectoral N°1993-1665 du 31 Août 1993 prescrivant l'établissement du plan de prévention des risques de la commune de Castellane ;

VU l'arrêté préfectoral N°2004.614 bis du 19 mars 2004 prescrivant l'enquête publique sur le plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Castellane modifié par l'arrêté préfectoral N°2004-827 du 20 avril 2004 portant prorogation de l'enquête publique ;

VU le registre de l'enquête publique à laquelle il a été procédé et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en réponse aux remarques formulées par le commissaire enquêteur ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur des Services du Cabinet de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Castellane.

ARTICLE 2 : Le plan de prévention des risques comprend :

- une note de présentation,
- un règlement,
- une carte de zonage règlementaire du risque (10 planches au 1/5000° numérotées 3A1, 3A2, 3B1, 3B2, 3B3, 3C, 3D, 3E, 3F, 3G).

Il est tenu à la disposition du public :

- à la Mairie de Castellane tous les jours ouvrables et aux heures d'ouverture de la Mairie ;
- à la Préfecture des Alpes de Haute-Provence –Cabinet (Service Interministériel de la Défense et de Protection Civiles).

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Castellane pendant un mois minimum.

Il fera également l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ainsi que dans les journaux "LA PROVENCE" et "LA MARSEILLAISE".

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Maire de Castellane,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt – Service de Restauration des Terrains en Montagne ;
- Madame la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable (Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques – Sous-Direction de la Prévention des Risques Majeurs, Bureau de la cartographie des risques et de l'aménagement) ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur.

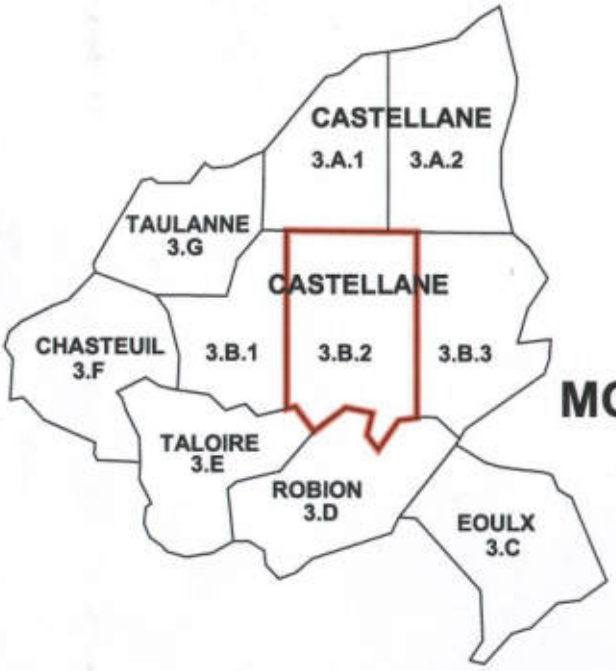
ARTICLE 5 : le Secrétaire Général de la Préfecture – le Sous-Préfet de l'arrondissement de Castellane, le Directeur des Services du Cabinet, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Maire de la Commune de Castellane, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Digne-les-Bains, le 27 SEP. 2005

LE PREFET,

Jacques MILLON

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Direction Départementale de l'Equipement

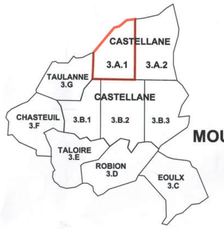
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.A.1

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Développement et Urbanisme

LEGENDE

P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et risque inondation torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.

VOIR PLAN CASTELLANE 3.A.2

VOIR PLAN CASTELLANE 3.A.2

VOIR PLAN CASTELLANE 3.B.2

VOIR PLAN CASTELLANE 3.B.1

VOIR PLAN TAULANNE 3G

Direction Départementale de l'Equipement

Alpes de Haute Provence

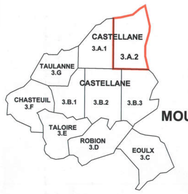
PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.A.2

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.

COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

LEGENDE

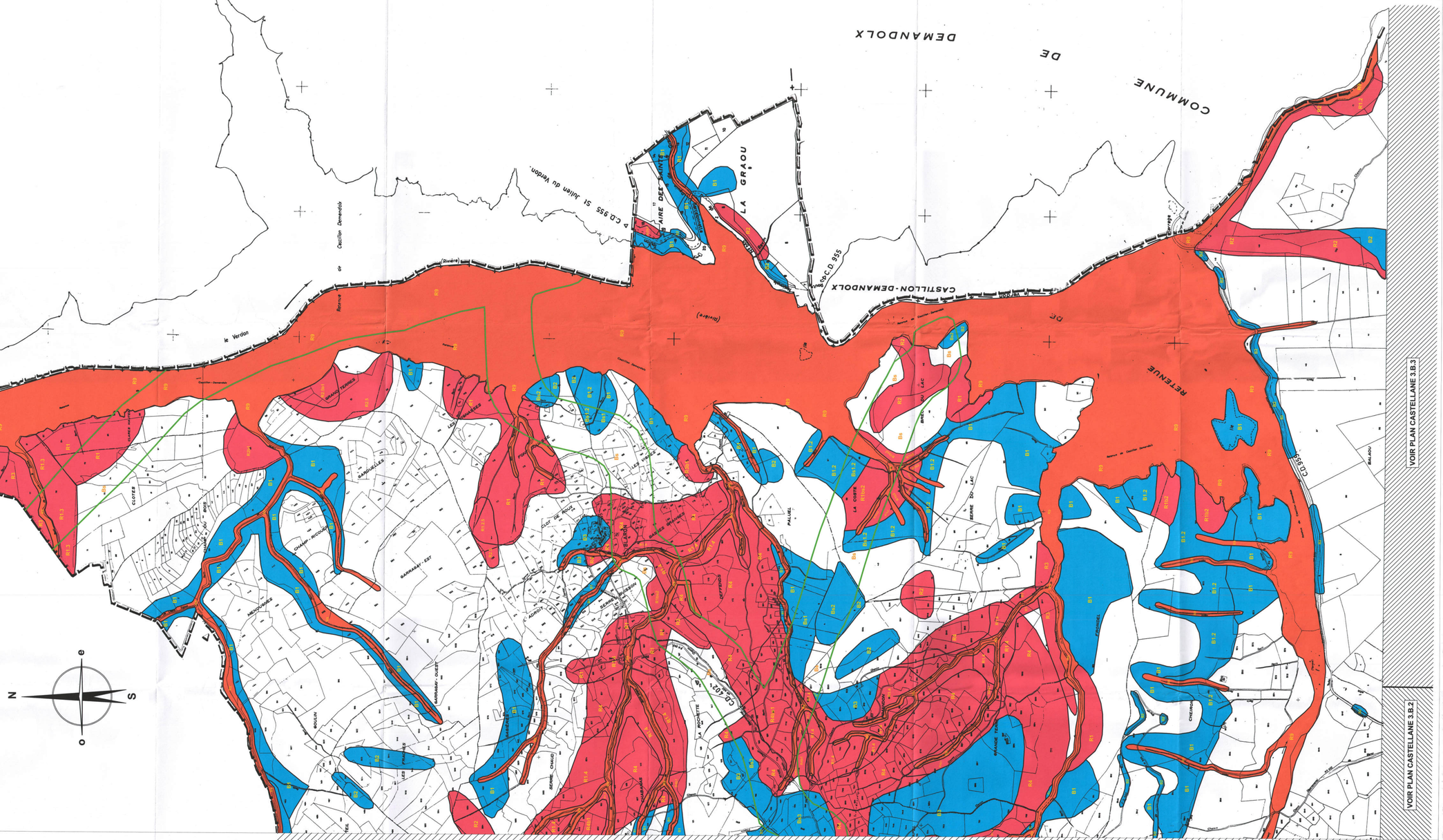
P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et risque inondation torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.



Direction Départementale de l'Equipement

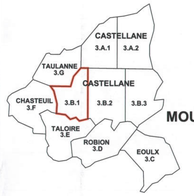
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.B.1

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Développement et Urbanisme

LEGENDE

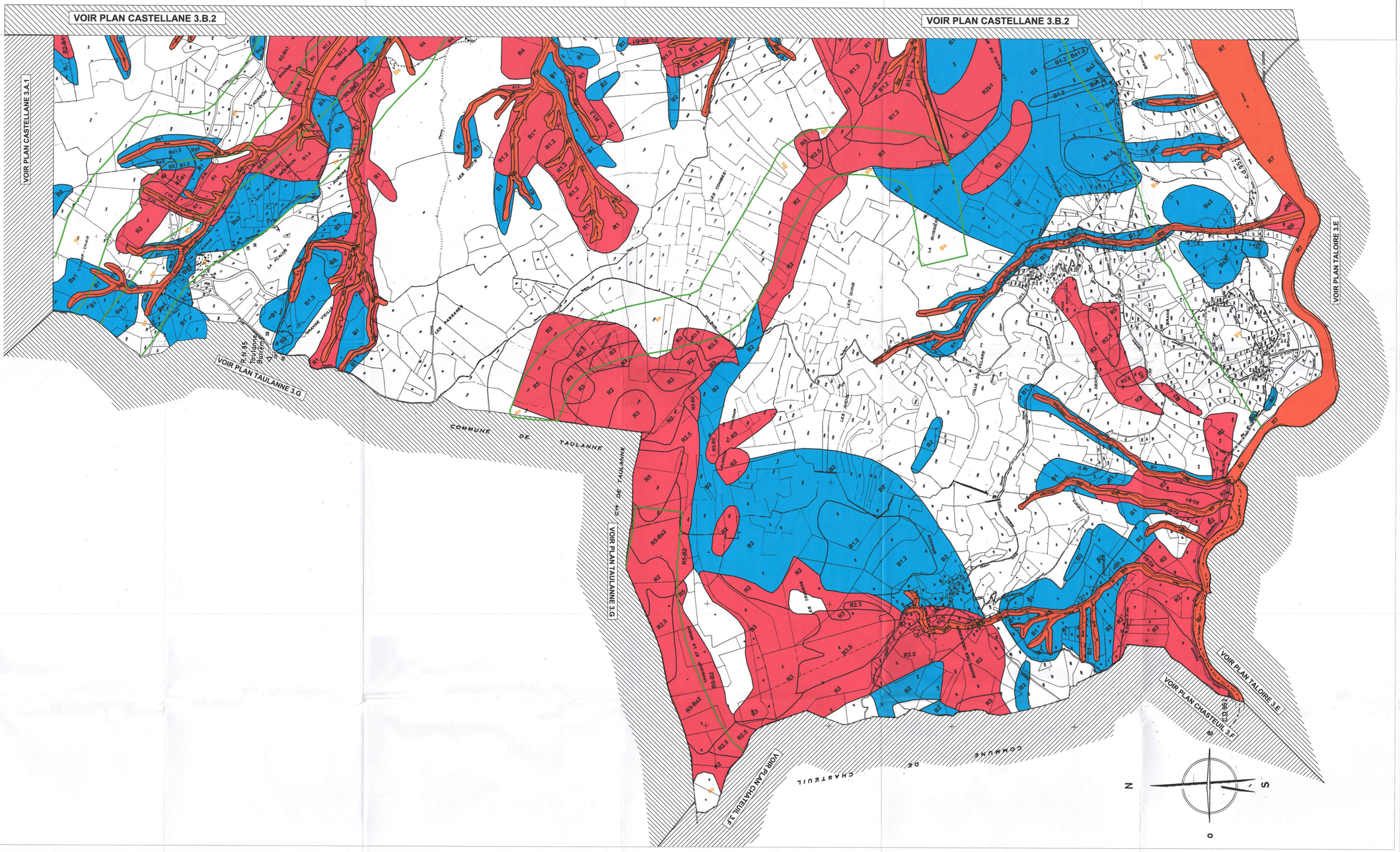
P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et risque inondation torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Direction Départementale des Territoires

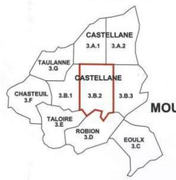
3.B.2

Modification par arrêté préfectoral décembre 2019

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.

COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

2019

Echelle: 1 / 5000

Sources : DGFiP Cadastre 2019 - DDT04 PPRN mod4 2019
Réalisation DDT/SUC/PCAT/CC - 10/2019

LEGENDE

PPR de Castellane

ZONE BLEUE

Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques
Secteur Bs à risque sismique particulier.
Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen
Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible
Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen
Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible
Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon
Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon
Secteur B7 à risque sismique et risque inondation torrentielle faible
Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen
Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen
Secteur B10 à risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau faible de La Recluse
Secteur B11 à risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau moyen faible de La Recluse
Secteur B12 à risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau moyen fort de La Recluse

ZONE ROUGE

Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort
Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort
Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort
Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs
Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort
Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort
Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle
Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort
Secteur R10 à risque sismique et risque d'inondation torrentielle très fort de La Recluse
Secteur R11 zone d'expansion de crue de La Recluse

VOIR PLAN CASTELLANE 3.B.3

VOIR PLAN CASTELLANE 3.B.3

VOIR PLAN CASTELLANE 3.A.2

VOIR PLAN CASTELLANE 3.A.1

VOIR PLAN ROBION 3.D

VOIR PLAN TALOIRE 3.E

VOIR PLAN CASTELLANE 3.B.1

VOIR PLAN CASTELLANE 3.B.1

Direction Départementale de l'Equipement

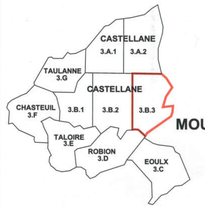
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.B.3

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Développement et Urbanisme

LEGENDE

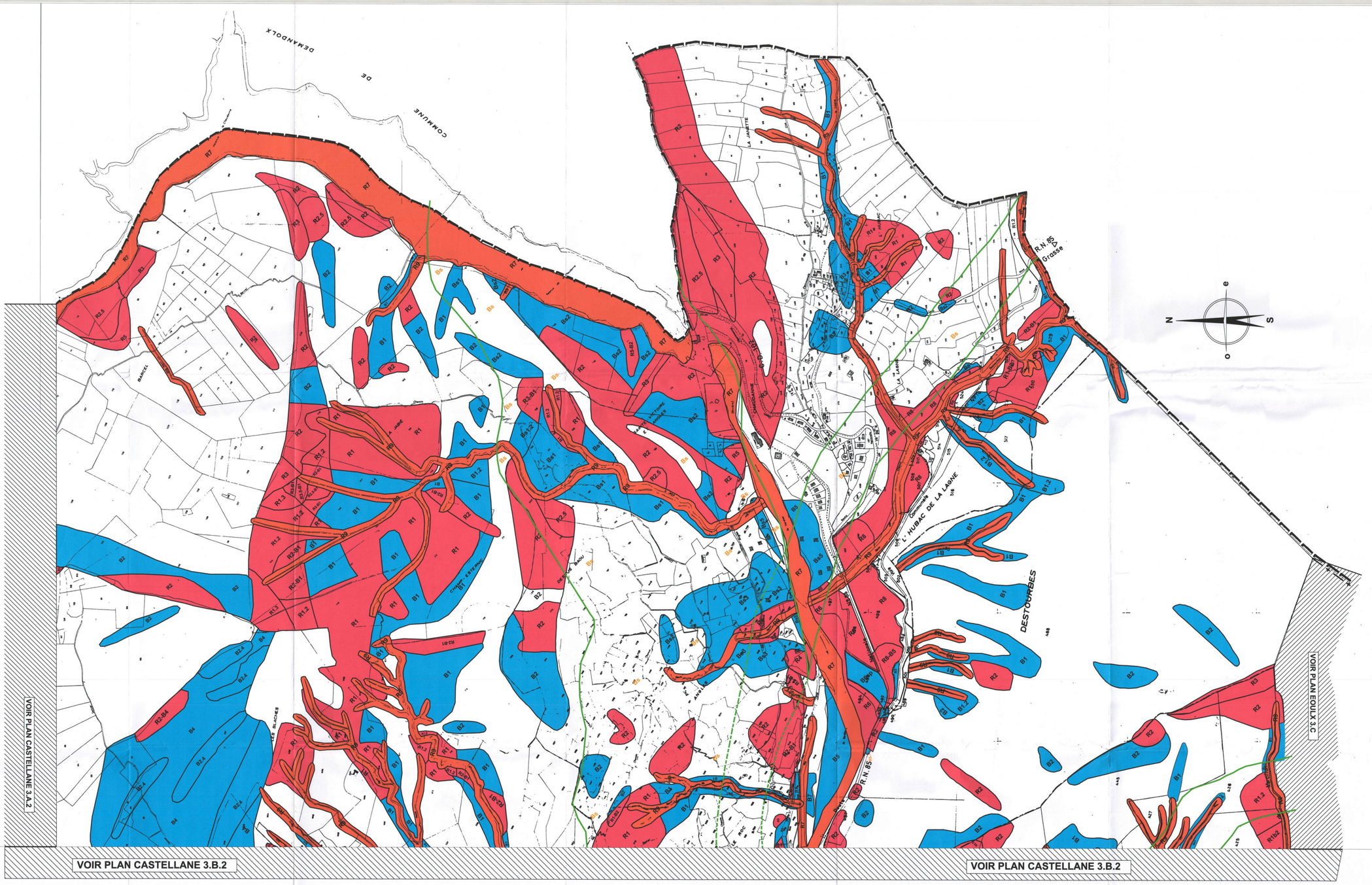
P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et risque inondation torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.



Direction Départementale de l'Equipement

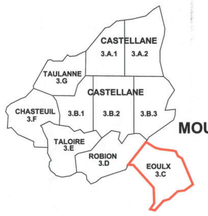
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.C

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Développement et Urbanisme

LEGENDE

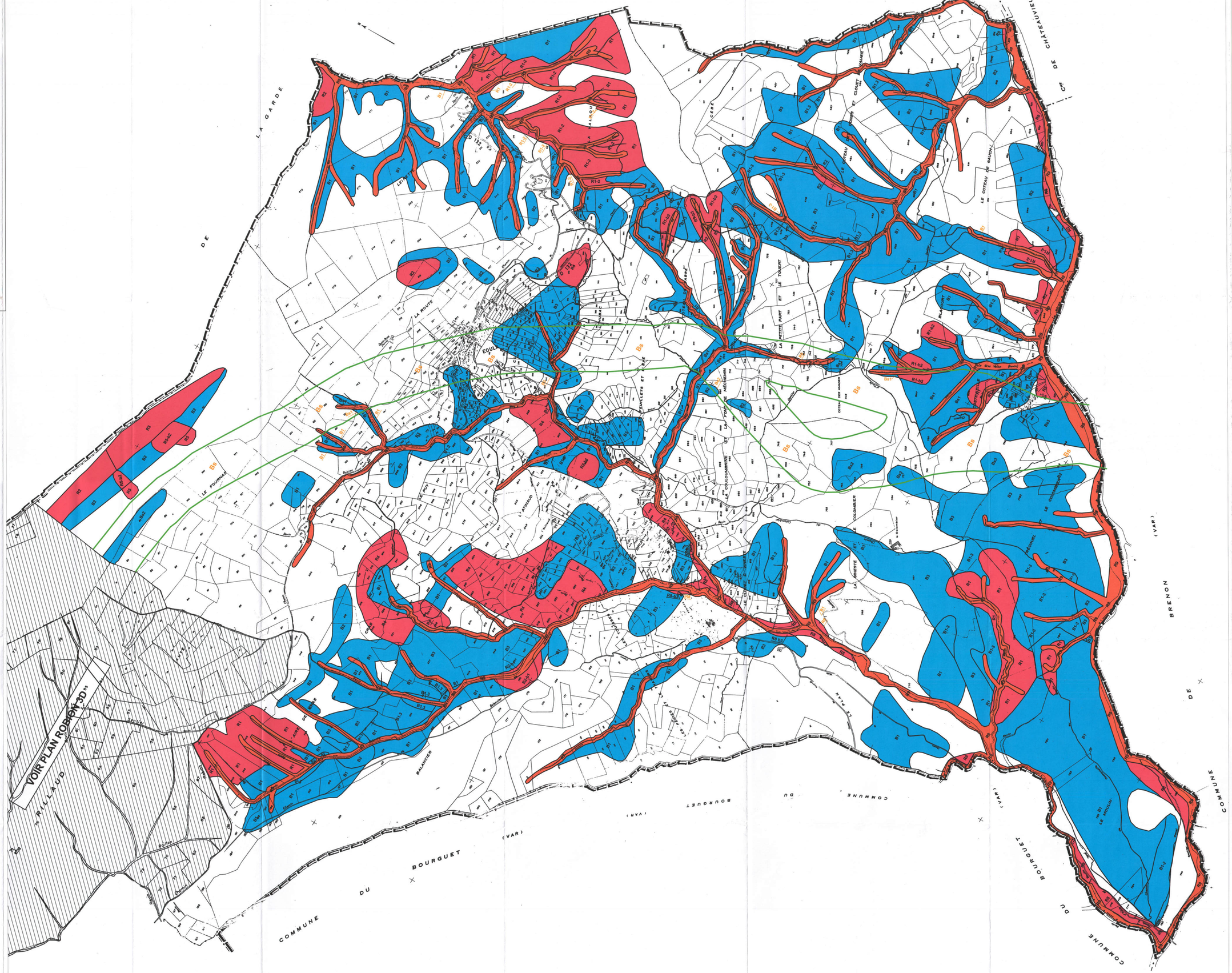
P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et inondation torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.



Direction Départementale de l'Equipement

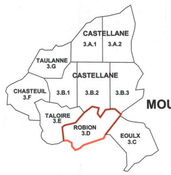
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.D

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Développement et Urbanisme

LEGENDE

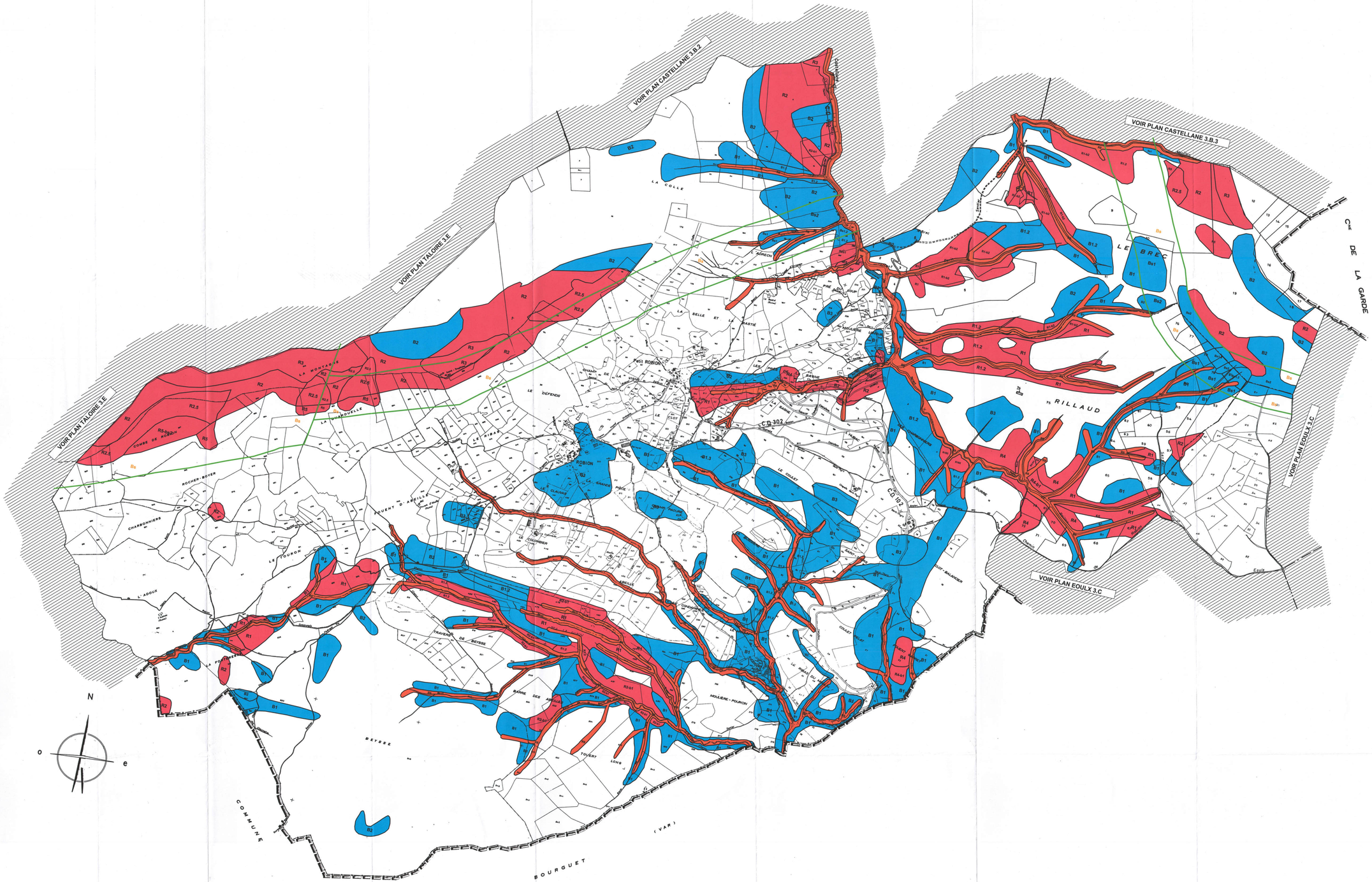
P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et inondation torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.



Direction Départementale de l'Equipement

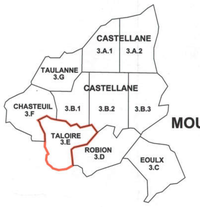
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.E

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Développement et Urbanisme

LEGENDE

P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et risque inondation torrentielle faible
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.

Direction Départementale de l'Equipement

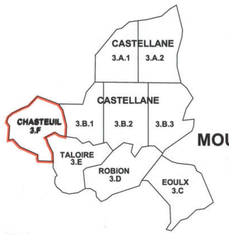
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.F

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Développement et Urbanisme

LEGENDE

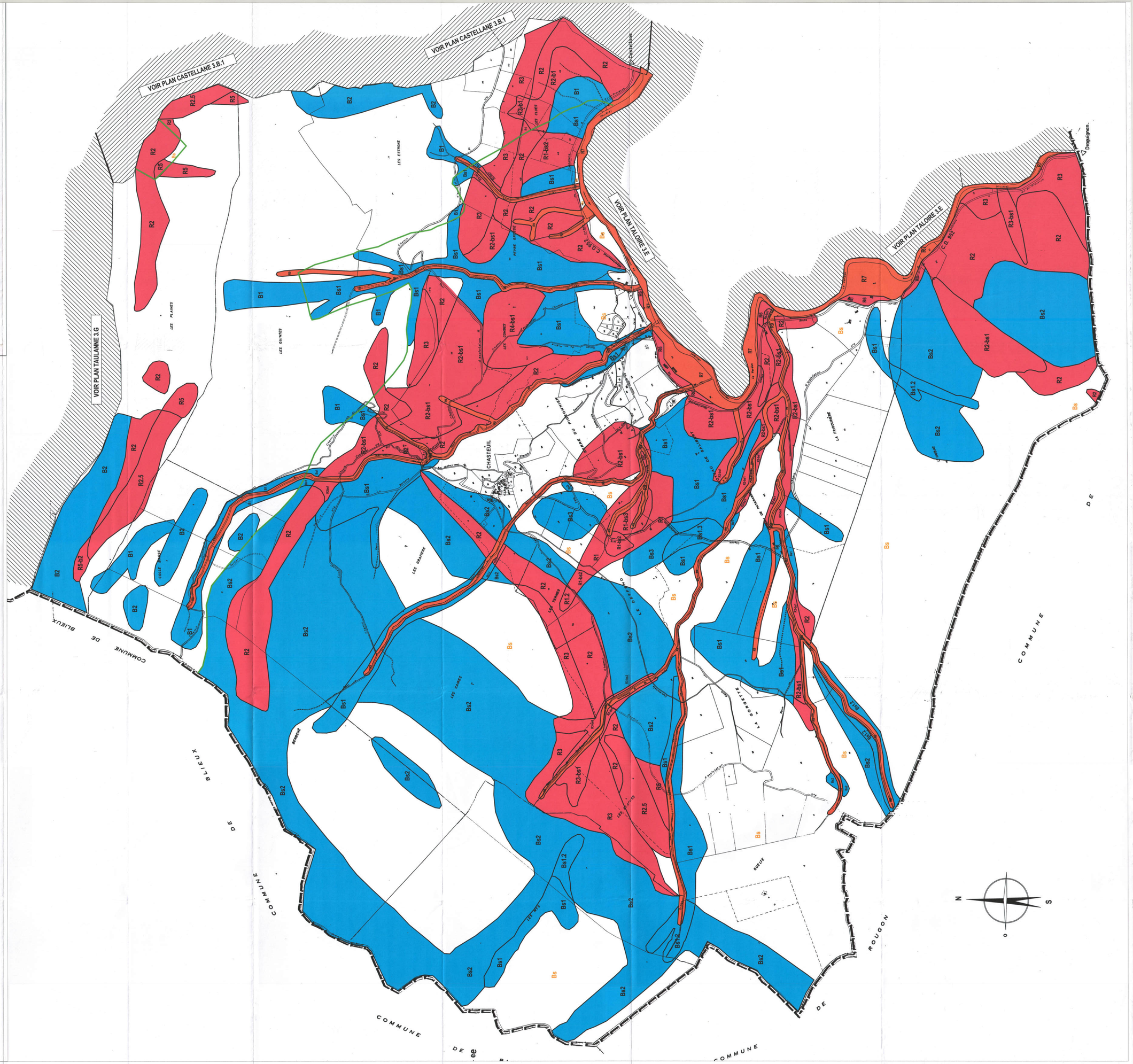
P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et risque torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.



Direction Départementale de l'Equipement

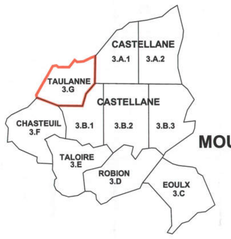
Alpes de Haute Provence

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

3.G

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

P.P.R.
COMMUNE DE CASTELLANE



SEISME
INONDATION
MOUVEMENT DE TERRAIN

Mars 2005

Echelle: 1 / 5000

Service Developpement et Urbanisme

LEGENDE

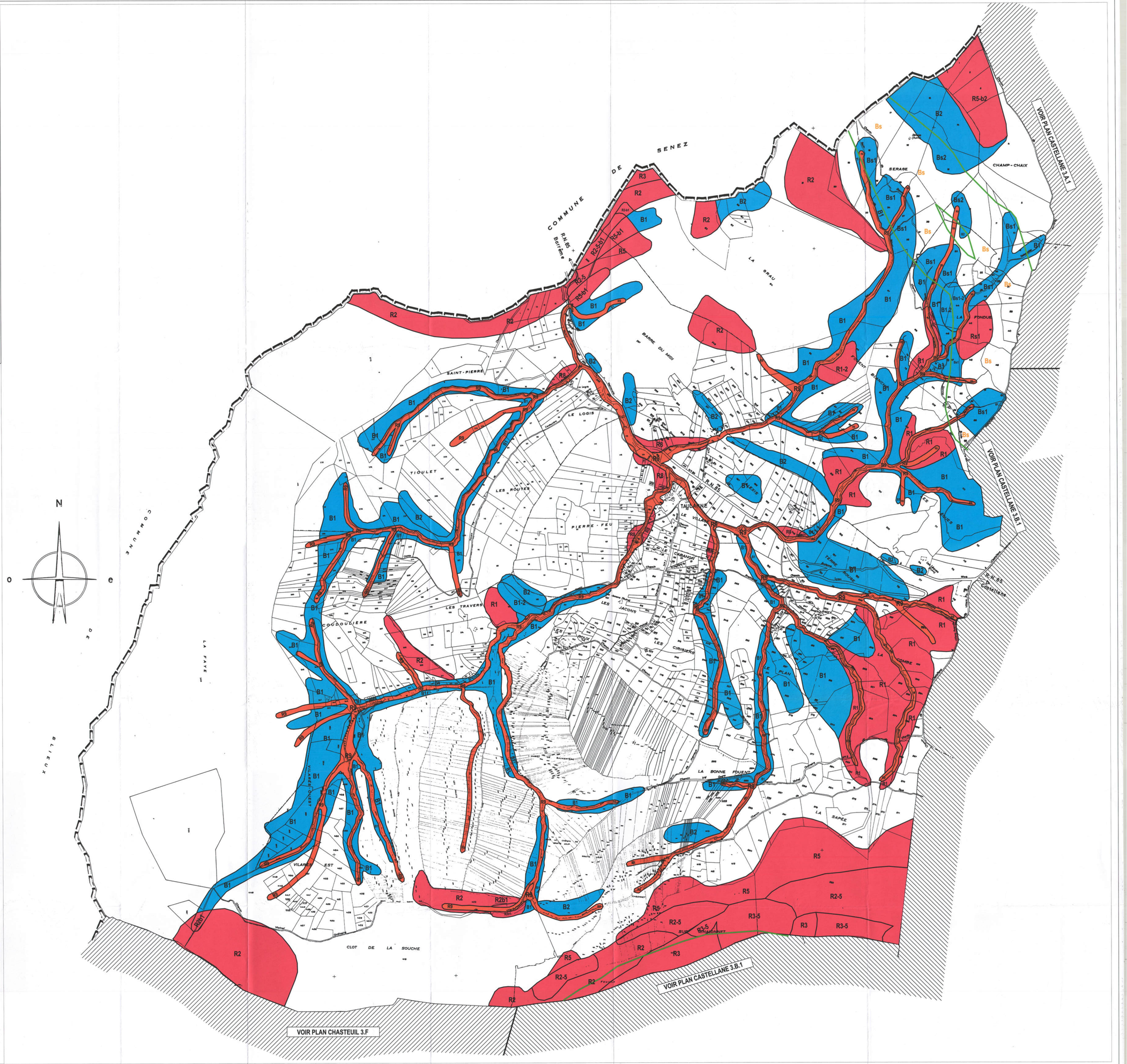
P.P.R. de Castellane

ZONE BLEUE

- Secteur B à risque seul, notation non reportée sur les documents graphiques.
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen.
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible.
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen.
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible.
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon.
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon.
- Secteur B7 à risque sismique et risque inondation torrentielle faible.
- Secteur B8 à risque sismique et risque inondation torrentielle moyen.
- Secteur B9 à risque sismique et risque inondation torrentielle ou accumulation moyen.

ZONE ROUGE

- Secteur R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort .
- Secteur R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort .
- Secteur R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- Secteur R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort .
- Secteur R5 à risque sismique et risque éboulis actifs.
- Secteur R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort .
- Secteur R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort .
- Secteur R8 à risque sismique et risque inondation torrentielle fort.
- Secteur R9 à risque sismique et risque inondation torrentielle très fort.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

COMMUNE DE

CASTELLANE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRN)

RÈGLEMENT



PPRN Approuvé	**- Arrêté préfectoral n° 2005-2442**	**Du 27 octobre 2005**
Modification	**- Arrêté préfectoral n°2019-352-002**	**Du 18 décembre 2019**

Les modifications sont indiquées en rouge dans le présent document

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Avenue Demontzey CS 10 210 – 04002 DIGNE LES BAINS CEDEX – Tél. : 04 92 30 50 00
Horaires d'ouverture au public : de 9h00 à 11h30 du lundi au vendredi et sur rendez-vous en de hors de ces horaires.
Site internet : www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr

TITRE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1 . CHAMP D'APPLICATION :

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles comprend, le rapport de présentation, les documents graphiques et le présent règlement.

Le règlement précise :

1° les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables à chacune des zones délimitées sur le plan en vertu du 1° et 2° de l'article 40-1 de la loi du 3 Février 1995.

2° les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3° de l'article 40-1 de la loi susvisée et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation du plan, mentionnées au 4° du même article.

2 . EFFETS DU P.P.R. :

Les prescriptions du P.P.R. sont inscrites comme règles de construction dans le code de la construction. La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises en application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

2 . 1. EFFETS SUR LES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS :

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au plan d'occupation des sols, conformément aux articles L.126.1 et R.126.1 du Code de l'Urbanisme.

2 . 2. EFFETS SUR LES BIENS EXISTANTS AVANT LA PUBLICATION DU P.P.R. :

En application du 4° de l'article 40-1 de la loi du 3 Février 1995, pour les constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés, existants à la date d'approbation du plan, le plan peut définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Ces mesures sont rendues obligatoires dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence par le présent P.P.R..
Toutefois, le plan ne peut pas interdire les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

En outre, les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs sont limités à un coût égal à 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

2 . 3. Liaison avec les plans d'Évacuation :

Des plans d'évacuation existent sur la commune, ils prévoient les modes et procédures d'évacuation des campings en cas de crue.
Les plans d'évacuation devront tenir compte du présent P.P.R.

TITRE 2

PRESCRIPTIONS VALABLES POUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

1 . PRESCRIPTIONS RELATIVES AU RISQUE SISMIQUE :

Rappelons que les séismes sont rarement meurtriers en eux-mêmes : ce sont leurs effets induits sur les terrains et les bâtiments qui peuvent être dangereux .
Soulignons que la prise en compte du critère parasismique protège la construction contre d'autres désordres (tassements différentiels, dilatations thermiques, conséquences de périodes de sécheresse et de précipitations).

1.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES RÈGLES DE CONSTRUCTION PARASISMIQUE :

L'objectif principal de la réglementation parasismique est la sauvegarde d'un maximum de vies humaines pour une secousse dont le niveau d'agression est fixé pour chaque zone de sismicité. La construction peut alors subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants. En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les destructions et, ainsi, les pertes économiques.
Les architectes, maîtres d'oeuvres et constructeurs doivent tenir compte de ces règles dans l'élaboration de tous les projets de nouveaux bâtiments :

depuis le 1er août 1994 pour les maisons individuelles,
depuis le 1er août 1993 pour tous les autres bâtiments.

Le respect et la vérification des règles parasismiques sont de la responsabilité des maîtres d'oeuvre et des maîtres d'ouvrage.

1.1.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE :

La loi 95-101 du 2 Février 1995 prévoit, dans son article 41, la prise en compte des règles parasismique. Le décret N°91.461 du 14 mai 1991, modifié par le décret n°2000-892 du 13 Septembre 2000, définit les différentes zones sismiques et les modalités d'application. L'arrêté du 29 Mai 1997 précise les classes de bâtiments et définit les modalités et dates d'application des textes précédents.
La Commune de Castellane est située en zone de sismicité Ib. Les constructions de la catégorie dite "à risque normal", qui comprend les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat, sont soumises aux règles de construction parasismique PS.92 (norme 92/NF.P.06-013).

Pour les maisons d'habitation individuelles, d'une façon générale, les règles de construction parasismique simplifiées PS MI 89 révisées 92 (norme 92/NF.P.06-014) pourront leur être substituées (il existe des critères restrictifs tels que le nombre d'étages ou la pente du terrain). Ces documents techniques unifiés "DTU règles de construction" sont publiées par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et l'AFNOR..

Les constructions à risque spécial pour lesquelles les effets d'un séisme peuvent ne pas être circonscrits à leur voisinage immédiat font l'objet d'une réglementation particulière -arrêté du 10 mai 1993 du Ministre de l'Environnement (J.O. du 17.07.93*) "règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées"*. Elles doivent faire l'objet d'une étude parasismique particulière.
Les règles de construction parasismique font partie des règles générales de construction qui sont d'ordre public ; elles s'imposent aux constructeurs.

1.1.2. APPLICATION DES RÈGLES P.S. 92 AUX CONSTRUCTIONS À RISQUE NORMAL À CASTELLANE :

L'arrêté du 29 Mai 1997 définit par classe de bâtiment les valeurs minimales d'intensité sismique à prendre en compte dans les calculs pour assurer la protection nominale d'une construction : c'est l'accélération nominale "a_N".
On trouvera dans le tableau suivant les valeurs à prendre en compte selon la nature du bâtiment.

Classes	Définition des Bâtiments	Exemples	Accélération Nominale (a_N)
A	**Risque minime** L'activité humaine et le séjour de longue durée sont exclus	Hangar, garage individuel	0
B	**Risque moyen pour les personnes** Hauteur maximale des constructions 28 m Capacité d'accueil inférieure à 300 personnes	Habitations, bureaux, parkings, ateliers, usines, établissements recevant du public, salles de spectacle, hall, gares	1,5
C	**Risque élevé pour les personnes et impact socio économique** Hauteur des constructions supérieure à 28m Capacité d'accueil supérieure à 300 personnes	Habitations, bureaux, ateliers, usines, établissements recevant du public, salles de spectacle, hall, gares	2,0
D	**Risques très élevés pour les bâtiments équipements et installations dont le fonctionnement est primordial** pour la sécurité civile, la défense ou pour le maintien de l'ordre public	Hôpitaux, casernes, centres de télécommunications, stockage ou distribution d'eau ou d'énergie	2,5

Dans les zones à risque sismique particulier, se reporter au Titre IV afin de connaître la valeur de l'accélération nominale applicable.

1.2. APPLICATION DES RÈGLES TECHNIQUES DE CONSTRUCTION PARASISMIQUE :

En dehors des règles de constructions des bâtiments, il est rappelé aux Maîtres d'Ouvrages et aux constructeurs le danger que représentent pour les vies humaines les ruptures de canalisations de gaz ou d'eau. Les premières étant à l'origine d'incendies, les secondes privant les services de la Protection Civile des moyens de les combattre. Le raccordement des réseaux intérieur et extérieur constitue un point vulnérable en raison des conditions de fondations parfois très différentes de chacun d'eux.

1.2.1. SITUATION DU BÂTIMENT :

On évitera d'adosser les murs amont des constructions contre le terrain , en cas de pente , afin de diminuer la transmission des vibrations dues à un éventuel séisme .

Dans le cas où le bâtiment se situerait à cheval sur plusieurs zones sismiques , on appliquera les recommandations de la zone la plus contraignante .

1.2.2. PRESCRIPTION SUR LA CONSTRUCTION :

Les dispositions parasismiques doivent être prises en compte dès l'esquisse du projet afin d'intégrer ces contraintes spécifiques dans le parti architectural avec un surcoût minime.

Quelques prescriptions techniques:

1° Le plan masse devra être découpé en blocs rectangulaires par des joints "parasismiques"

2° En élévation, les grandes différences de hauteur sont à éviter sauf si des joints parasismiques sont prévus.

3° Le choix des sols de fondation a une grande incidence sur la tenue des ouvrages en cas de séisme. En particulier les bâtiments édifiés sur des sols meubles souffrent plus que les autres. Les fondations doivent être ancrées dans le sol et reliées par un chaînage complet. Des liaisonnement efficaces doivent être réalisés entre les fondations et la superstructure.

4° La structure du bâtiment devra être aussi simple et symétrique que possible. La structure doit être suffisante pour transférer les forces d'origine sismique.

Dans tous les cas on se reportera aux règles constructives en vigueur (DTU), et le cas échéant il est recommandé de faire appel à un bureau d'étude spécialisé.

1 .3 . CARACTÉRISTIQUES GÉOLOGIQUES DE CASTELLANE :

Un grand nombre de failles, décrochements ou chevauchements existent sur la commune de Castellane . Selon la loi d'échelle, seules celles qui présentent une longueur importante présentent un risque sérieux (longueur supérieure à quelques kilomètres) .
Par ailleurs, aucune étude néo-tectonique n'ayant été réalisée sur la commune de Castellane , avec comparaison de différents nivellements , le caractère actif de tous les accidents n'est pas prouvé .
Pour ces deux raisons, nous avons simplifié le zonage proposé dans l'étude préliminaire en ne retenant que deux zones :

1° zone à risque "particulier" : la région de Chasteuil-Taloire et les accidents principaux avec une bande d'incertitude de 100 m de part et d'autre .

2° zone à risque "ordinaire" : tout le reste du territoire communal .

Cette différenciation a pour but d'attirer l'attention sur l'accroissement des risques au niveau des zones de faiblesse du sol , et donc de prendre des précautions accrues au niveau des constructions .

2 . PRECRIPTIONS RELATIVES AU RISQUE D'INONDATION :

2 .1 . Principes généraux de protection :

Les mesures les plus efficaces de protection sont de nature collective dont la responsabilité principale incombe aux riverains, à une collectivité locale, à un syndicat de communes ou exceptionnellement à l'Etat qui peut se substituer au groupe et au syndicat de riverains concernés.

2 .1 .1 . Politique d'aménagement :

Il convient de lutter contre la tendance générale d'imperméabilisation excessif des sols, de couverture des ravins, de réduction de l'emprise des lits par endiguement et de revenir à une politique d'aménagement plus soucieuse de l'agrément des cours d'eau par le respect des espaces et l'amélioration du cadre de vie : Réhabilitation des berges et traitement paysager.
La régularisation du régime des eaux n'est possible que par une végétalisation naturelle et artificielle (reboisements) des bassins versants. La disparition de la couverture végétale d'un bassin par les incendies de forêts, le débroussaillement, le déboisement, le manque d'entretien des cultures dû à l'exode rural, doivent être au centre des préoccupations des aménageurs.

2 .1 .2 . Prévention du risque d'inondation :

La protection contre les crues d'orages passe par les dispositions techniques visant :

1° A entretenir et, si besoin est, à accroître la capacité d'écoulement en agissant d'une part sur l'augmentation des sections des lits et des ouvrages et d'autre part, avec la prudence qui convient dans les secteurs à forte pente, sur la vitesse de l'écoulement.

2° Préserver ou recréer le cas échéant des zones de stockage des eaux pour limiter les valeurs de pointe des crues en augmentant la durée de submersion de terrains appropriés en l'amont des zones sensibles.

Actions à envisager afin d'entretenir des lits, des coussières et des ouvrages :

1° Faucardage, débroussaillage des berges

2° Curage des lits pour corriger les exhaussements des fonds par les atterrissements et les engravements

3° Évacuation des dépôts solides divers : troncs d'arbres, objets encombrants et instables, susceptibles de former des embâcles.

4° Maintien des capacités d'évacuation des torrents (busages et couvertures) et des ouvrages d'art.

2 .1 .3 . Prévention des conséquences d'une inondation :

Certaines dispositions doivent être prises afin de limiter les conséquences d'une inondation sur les biens et sur les personnes.

Les mesures à prendre visent à :

A. Faciliter l'évacuation des personnes et des biens.

B. Arrimer les obstacles susceptibles d'être emportés par les eaux et qui deviennent des flottants.

C. Maintenir le libre écoulement des eaux.

D. Choisir des règles d'aménagement et de construction de bâtiment qui diminuent leur vulnérabilité.

A -FACILITER L'ÉVACUATION DES PERSONNES ET DES BIENS.

Outre les systèmes d'alerte des crues et des plans d'intervention qui sont mis en oeuvre par les autorités compétentes, il est nécessaire de tenir compte des problèmes que peuvent poser les accès pour les secours d'urgence :

1°L'objectif est de maintenir la desserte principale en cas de crue de référence. La chaussée devra être peu sensible à l'eau et être équipée d'ouvrages de décharge. Il s'agit d'une mesure d'ensemble ou collective.

2°Les piscines ou bassins devront être balisés avec un flotteur retenu par une chaîne. La mairie et la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours devront être informées de leur emplacement.

3°Dans de nombreux cas et notamment pour les établissements recevant du public, il conviendra de prévoir des accès piétons ou des ouvertures situées au-dessus du plan d'eau centennal permettant l'évacuation des personnes valides, handicapées ou brancardées, si la configuration des bâtiments le permet.

B -SUPPRIMER LES OBSTACLES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENTRAÎNES PAR LA CRUE.

Les matériaux, les matériels et les produits, outre les problèmes de pollution qu'ils peuvent poser risquent de provoquer des obstructions ou d'induire des dommages par chocs.

1° Les stockages et dépôts importants de toutes natures sont interdits dans les zones à risques d'inondation.

2° Les réservoirs, les citernes ainsi que les mobiliers extérieurs (bancs, jeux d'enfants...) ou les annexes de type hangar ou verrière devront pouvoir résister à la poussée hydrostatique résultant d'une crue par des dispositifs de lestage ou d'ancrage.

C -MAINTENIR LE LIBRE ÉCOULEMENT DES EAUX.

Il convient d'éviter que des obstacles s'opposant au libre écoulement des eaux concentrent les masses liquides en provoquant une augmentation de la vitesse de propagation entraînant des matériaux solides qui peuvent former des embâcles, barrages improvisés qui vont céder sous la charge en libérant d'un seul coup une énergie importante.

1° Remblais.
Les remblais seront limités à l'emprise des constructions et seront protégés contre l'érosion

2° Les voies d'accès.
Parkings et aires de stationnement ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des eaux. Ils devront être arasés au niveau du terrain naturel, comporter des structures de chaussée peu sensibles à l'eau et être équipés d'ouvrages de décharge.

3° Orientation des bâtiments.

L'axe principal devra autant que cela est possible être parallèle au flux du plus grand écoulement. On devra éviter toute façade de grande importance perpendiculaire au champ actif d'écoulement de même que tout alignement de grande longueur dans le sens de l'écoulement pouvant induire la création de chenaux à forte vitesse.

4° Clôtures de propriétés et plantations.

Les clôtures doivent être réalisées de façon à ne pas entraver le passage de l'eau. Les dispositifs à claire-voie, les clôtures en bois, métal, béton doivent présenter une surface perméable d'au moins 80 %.

D -CONSTRUCTION DES BÂTIMENTS.

Les constructions doivent résister à la pression hydrostatique de la crue de référence et être aménagées pour palier les remontées capillaires et les conséquences d'une éventuelle inondation sur les personnes et les biens.

1° Dispositions générales.

Sur la façade des bâtiments située à l'amont de l'écoulement de la crue, un mur aveugle sera réalisé sur une hauteur correspondante à la cote de la crue de référence augmentée de 0,5 m.

2° Structures générales.

Les constructions doivent être construites selon les règles parasismiques. En conséquence, les maçonneries porteuses, doivent être "ceinturées" dans le sens horizontal et vertical pour s'opposer, tant que faire se peut, aux mouvements propres du matériau et aux tassements différentiels.

Les fondations devront résister à des affouillements, des tassements et des érosions localisées. Doivent être proscrites, les fondations de type "dalle flottante" et les arases étanches en raison du risque sismique (lorsque la construction n'est plus liée à ses fondations mais simplement posée dessus). Pour les bâtiments fondés sur vide sanitaire, l'attention devra être portée sur le drainage et l'aération.

Lorsque des fondations profondes seront nécessaires (caves, parcs à voitures souterrains..) une réflexion devra être entreprise pour choisir le cuvelage adéquat car il conviendra d'équilibrer les sous-pressions :

-couche drainante avec pompage autour du cuvelage,
-armature du radier pour résister à la pression,
-vérification que le bâtiment n'est pas soulevé à la crue centennale.

3° Équipements divers.

Le tableau de distribution électrique devra être situé au-dessus du niveau de la cote de la crue de référence, et devra être conçu de façon à pouvoir couper aisément l'électricité dans les niveaux inondables.

En dessous du niveau de la cote de la crue de référence :

-les réseaux d'assainissement et les réseaux divers devront être étanches.
-d'une manière générale, on utilisera des matériaux insensibles à l'eau (ciment non poreux, revêtements plastiques, carrelages).

2 .1 .4 . DÉFINITION DU TERRAIN NATUREL :

On entend comme étant le terrain naturel, celui dont la cote a été constatée au jour de l'étude d'aléas.

* TITRE 3

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE

PRÉSENTATION DE LA ZONE :

Les zones rouges sont des zones très exposées où certains phénomènes naturels sont particulièrement redoutables, notamment en raison de leur conjonction possible et dont les conséquences peuvent être de nature à aggraver le risque de zones non directement exposées.
L'aléa des phénomènes pris en compte et leur intensité y sont forts et il n'existe pas de mesures de protection économiquement opportunes pour y permettre l'implantation de nouvelles constructions.

La zone rouge comprend les secteurs définis ci-dessous :
- les secteurs R1 à risque sismique et risque ravinement fort à très fort
- les secteurs R2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs fort
- les secteurs R3 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs très fort
- les secteurs R4 à risque sismique et risque glissement de terrain fort
- les secteurs R5 à risque sismique et risque éboulis actifs
- les secteurs R6 à risque sismique et risque inondation du Verdon fort
- les secteurs R7 à risque sismique et risque inondation du Verdon très fort
- les secteurs R8 à risque sismique et risque d'inondation torrentielle fort
- les secteurs R9 à risque sismique et risque d'inondation torrentielle très fort
*- le secteur R10 à risque sismique et risque d'inondation torrentielle très fort de La Recluse
*- le secteur R11 correspondant à la zone d'expansion des crues de La Recluse

Les combinaisons de ces risques sont notés Rx .y .z . . .
Les combinaisons de ces risques avec des risques qui seraient classés en zone bleue s'ils étaient seuls , sont notées : Rx .y .z . . . bu .v .w . . . , le "b" minuscule rappelant la définition de la zone bleue correspondante .

Exemples :

- R1 .3 .4 : Zone rouge à risque sismique, risque ravinement fort à très fort , risque chute de pierres ou de blocs fort à très fort et risque glissement moyen ou fort .
- R1 .3 .b5 : zone rouge à risque sismique, risque ravinement fort à très fort , risque chute de pierres ou de blocs fort à très fort , et risque inondation par le Verdon faible .

* **Les dispositions applicables sont communes pour les secteurs R1 à R9**. Elles comprennent les mesures d'interdictions ou d'autorisations de constructions, d'installations et de travaux, ainsi que les recommandations générales.

* **Les secteurs R10 et R11 font l'objet de dispositions applicables spécifiques.**

* A. DISPOSITIONS APPLICABLES EN SECTEURS R1 À R9

1. MESURES D'INTERDICTION :

Les zones "rouges" très exposées sont inconstructibles ; toutefois y sont autorisés à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les travaux, constructions, installations et activités visés aux articles 3 et 4 ci-après.

2. CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS AUTORISÉES SOUS RÉSERVE :

Sont autorisés sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente :

- les abris légers annexes des bâtiments d'habitation existants,
- les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole ou forestière, aux activités de pêche ou de navigation de loisirs.

3. TRAVAUX AUTORISES :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et des installations implantées antérieurement à la publication du plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures,

b) Les utilisations agricoles et forestières traditionnelles,

c) Les travaux d'infrastructure et installations assurant un service destiné aux public, y compris la pose de lignes et de câbles sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux et en avertisse le public par une signalisation efficace.

d) Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, notamment la surélévation d'un bâtiment construit de plain pied dans le cas où il est soumis au risque d'inondation fort et où la population exposée n'est pas augmentée.

e) Les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré dans le cas où la cause des dommages n'a pas de lien avec le risque qui a entraîné le classement en zone rouge.

f) L'aménagement de terrains à vocation sportive ou de loisirs, à l'exception des terrains de camping, qui sont interdits. Pour les terrains de camping implantés antérieurement à la publication du plan, sous réserve de ne pas augmenter les capacités d'accueil, sont autorisés les travaux liés aux structures d'accueil du public (adaptation, mise aux normes, reconstruction) tels que bâtiments d'accueils ou de commerce, locaux techniques, postes de secours, blocs sanitaires, piscines, stations d'épurations, etc… dans la limite de 200 m² pour une construction et de 30% de la surface bâtie existante pour une extension. Chaque fois que cela s'avère possible, une surélévation des constructions nouvelles de 1m 10 par rapport au terrain naturel sera mise en œuvre. Elles seront orientées avec leur plus grande longueur dans le sens d'écoulement des eaux. Les équipements électriques ; électroniques, micromécaniques, les brûleurs de chaudières et les appareils électroménagers devront être mis hors d'eau ou équipé de dispositifs d'étanchéités. Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou anticorrosifs devront être utilisés pour tout ou partie des constructions situées au-dessous de la cote d'inondation.

g) Les carrières et extractions de matériaux, sous réserve qu'il n'y ait pas d'installations permanentes et qu'elles soient justifiées par une nécessité hydraulique (curage).
h) Les ouvrages de franchissement de cours d'eau correctement dimensionnés.

Dans les secteurs rouges exposés aux mouvements de terrain et chutes de blocs, les maîtres d'ouvrages et les entrepreneurs doivent prendre les dispositions nécessaires pour préserver les biens et les personnes qui pourraient être exposés par l'exécution des travaux.

Les maîtres d'ouvrage et les entrepreneurs devront dans le respect des règles de l'art, éviter de créer des obstacles à l'écoulement des eaux et d'exposer les biens et les personnes aux risques liés aux crues torrentielles et du Verdon.

4. RECOMMANDATION GÉNÉRALE :

Évacuation des bâtiments en cas de situation potentielle de destruction.

* B. DISPOSITIONS APPLICABLES EN SECTEUR R10

Phénomène : crue torrentielle de La Recluse *Aléa* : fort

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

Les projets de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle, sont interdits à l'exception des projets listés ci-dessous.

1. Sont autorisés:
   1.1. les utilisations agricoles, forestières et piscicoles parcs, prairies de fauche, cultures, gestion forestière, bassins.

2. Sont autorisés s'ils n'augmentent pas les risques, n'en créent pas de nouveaux ou ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée :
   2.1. les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
   2.2. les projets de nature à améliorer la sécurité des personnes, à réduire la vulnérabilité des biens ou à réduire les aléas
   2.3. les clôtures transparentes aux écoulements avec muret d'assise de moins de 50 c m de haut et le reste de la clôture perméable à plus de 80 %.

3. Sont autorisés s'ils n'augmentent pas les risques, n'en créent pas de nouveaux ou ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée en périodes de crue ou de forte pluviométrie et si la vulnérabilité du bien est minimisée :
   3.1. les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement
   3.2. les ouvrages et infrastructures (routes, réseaux, captages d'eau, stations de pompage, ...) nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics ou à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces projets, le maître d'ouvrage devra démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et devra analyser, dans l'hypothèse d'une crue, les conséquences de l'éventuelle mise hors service des équipements susceptibles de subir des dommages et l'impact environnemental des dommages (pollution, ...).

* C. DISPOSITIONS APPLICABLES EN SECTEUR R11

Phénomène : crue torrentielle de La Recluse *Aléa* : moyen, champs d'expansion

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

Les projets de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle, sont interdits à l'exception des projets listés ci-dessous.

1. Sont autorisés:

1.1. les utilisations agricoles, forestières et piscicoles parcs, prairies de fauche, cultures, gestion forestière, bassins.

2. Sont autorisés s'ils n'augmentent pas les risques, n'en créent pas de nouveaux ou ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée :

2.1. les projets de nature à améliorer la sécurité des personnes, à réduire la vulnérabilité des biens ou à réduire les aléas.

3. Sont autorisés s'ils n'augmentent pas les risques, n'en créent pas de nouveaux ou ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée en périodes de crue ou de forte pluviométrie et si la vulnérabilité du bien est minimisée :

3.1. les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

3.2. les ouvrages et infrastructures (routes, réseaux, captages d'eau, stations de pompage, ...) nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics ou à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces projets, le maître d'ouvrage devra démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et devra analyser, dans l'hypothèse d'une crue, les conséquences de l'éventuelle mise hors service des équipements susceptibles de subir des dommages et l'impact environnemental des dommages (pollution, ...).

* TITRE 4

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE

1 . PRÉSENTATION DE LA ZONE :

Les zones bleues sont des zones moyennement exposées à des risques pour lesquels des mesures de prévention sont possibles, opportunes et supportables compte tenu de l'évaluation des enjeux humains, économiques et d'intérêt public.

Ces zones sont exposées aux phénomènes naturels suivants :

-séismes
-ravinement
-glissements de terrains
-chutes de blocs
-chutes de pierres
-affaissements ou effondrements
-éboulis
-inondations torrentielles
-inondations du Verdon

La zone bleue comprend les secteurs définis ci-dessous :

- Secteur B à risque sismique seul, notation non reportée sur les documents graphiques
- Secteur Bs à risque sismique particulier.
- Secteur B1 à risque sismique et risque de ravinement faible ou moyen
- Secteur B2 à risque sismique et risque chute de pierres ou de blocs faible
- Secteur B3 à risque sismique et risque de glissement faible ou moyen
- Secteur B4 à risque sismique et risque d'affaissement ou d'effondrement faible
- Secteur B5 à risque sismique et risque inondation faible du Verdon
- Secteur B6 à risque sismique et risque inondation moyen du Verdon
- Secteur B7 à risque inondation torrentielle de niveau faible et risque sismique
- Secteur B8 à risque inondation torrentielle de niveau moyen et risque sismique
- Secteur B9 à risque inondation torrentielle de niveau moyen et risque sismique

*- Secteur B10 à risque sismique et risque de crue torrentielle de niveau faible de La Recluse
*- Secteur B11 à risque sismique et risque de crue torrentielle de niveau moyen faible de La Recluse
*- Secteur B12 à risque sismique et risque de crue torrentielle de niveau moyen fort de La Recluse

Secteurs à risque sismique et risques mixtes :
Ils sont notés Bu .v .w . . .ou Bs .u .v .w . , Chaque indice se référant à la zone B correspondante.
Exemple : Bs1 .3 .8 : Zone bleue à risque sismique particulier, risque ravinement faible ou moyen, risque de glissement faible et risque d'inondation torrentielle de niveau moyen .

1 .1 .CAS PARTICULIER D'INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT :

Lorsqu'une construction est située à cheval sur deux zones, on appliquera les dispositions réglementaires prévues pour chacune de ces zones en retenant les mesures les plus restrictives de sorte à assurer un maximum de sécurité.

1 .2 .CLASSIFICATION DES MESURES DE PROTECTION :

Pour chaque zone bleue, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde sont classées sous 3 rubriques :

-A -mesures d'ensembles
-B -biens et activités futurs
-C -biens et activités existants.

Les mesures d'ensembles s'adressent aux collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences en matière de sécurité civile ou par subrogation aux propriétaires défaillants et aux unions, associations syndicales de propriétaires libres, autorisées ou forcées, aux syndicats mixtes, aux communautés locales de l'eau etc…

Les mesures concernant les biens et activités futurs et existants concernent les propriétaires. Pour les biens et activités existants les mesures de prévention mises à la charge des propriétaires ne peuvent excéder 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens. (Voir ci-dessus Titre 1 Chapitre 2.2.).

2 . RÈGLEMENT DES ZONES BLEUES :

(voir ci-après)

B Risque sismique seul :

Ce risque concerne tout le territoire de la commune, excepté :

- les accidents et leurs bandes d'incertitude .
- l'unité géologique dite de Berbené-les Réglès (zone de Chasteuil-Taloire) .

A - MESURE D'ENSEMBLE :

Voir Titres 1 et 2 et plus particulièrement celles concernant le risque sismique.

(Titre 2 -Paragraphe 1. Prescriptions relatives au risque sismique).

B - BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS :

Voir Titres 1 et 2.

Pour les bâtiments de classe B , C et D , on construira de façon parasismique en utilisant les règles PS 92.

Pour les maisons individuelles de type rez de chaussée et R +1 , on pourra éventuellement construire en se référant uniquement aux règles simplifiées PS MI 89 révisées 92.

Pour tous les bâtiments de classe B , C et D , où il est nécessaire de construire de façon parasismique en utilisant les règles PS 92, on utilisera l'accélération nominale suivante :

Classes	Définition des Bâtiments	Exemples	Accélération Nominale (a_N)
A	**Risque minime** L'activité humaine et le séjour de longue durée sont exclus	Hangar, garage individuel	**0**
B	**Risque moyen pour les personnes** Hauteur maximale des constructions 28 m Capacité d'accueil inférieure à 300 personnes	Habitations, bureaux, parkings, ateliers, usines, établissements recevant du public, salles de spectacle, hall, gares	**1,5**
C	**Risque élevé pour les personnes et impact socio économique** Hauteur des constructions supérieure à 28m Capacité d'accueil supérieure à 300 personnes	Habitations, bureaux, ateliers, usines, établissements recevant du public, salles de spectacle, hall, gares	**2,0**
D	**Risques très élevés pour les bâtiments, équipements et installations dont le fonctionnement est primordial** pour la sécurité civile, la défense ou pour le maintien de l'ordre public	Hôpitaux, casernes, centres de télécommunications, stockage ou distribution d'eau ou d'énergie	**2,5**

Dans tous les cas, une étude parasismique particulière réalisée par un bureau d'études spécialisé est fortement conseillée. Cette étude devra intégrer les problèmes dits de site (position du bâtiment par rapport à des talus ou falaises, liquéfaction possible du sol, homogénéité du terrain d'assise, . . .)

C - BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS :

Voir Titres 1 et 2 .

Les constructions et activités existants de classe B et de classe C ou D doivent respecter les dispositions définies ci-après, toutefois ces dispositions visent à diminuer le risque, en particulier au voisinage du bâtiment , mais ne sauraient rendre ce dernier parasismique :

- Les **Souches de cheminees** en maçonnerie, existantes ou à créer, menaçant les voies publiques doivent être :
  - -soit confortées par des raidisseurs métalliques
  - -soit ancrées dans des éléments rigides
  - -soit monolithiques et ancrées dans la structure de la construction
- La **Couverture** des toitures et auvents donnant sur une voie ouverte à la circulation doivent être fixées au support de couverture.
- Toute réfection de **Plancher** doit comporter un chaînage périphérique ancré dans les murs.
- Les réfections ou créations de **Balcons et terrasses** doivent soit comporter un ancrage d'une longueur égale à celle du porte à faux, soit reposer sur des piliers ou des murs.

Les règles de construction parasismiques devront s'appliquer :

- Aux bâtiments existants des classes B, C et D dans lesquels il est procédé au remplacement total des planchers en superstructure ;
- Aux additions par juxtaposition de locaux :
  - à des bâtiments existants de classe C ou D dont elles sont désolidarisées par un joint de fractionnement,
  - à des bâtiments existants de la classe B dont elles sont ou non solidaires ;
- A la totalité des bâtiments, additions éventuelles comprise, dans un au moins des cas suivants :
  - addition par surélévation avec création d'au moins un niveau supplémentaire, même partiel, à des bâtiments existants de classe B, C ou D,
  - addition par juxtaposition de locaux solidaires, sans joint de fractionnement, à des bâtiments existants de classe C ou D,
  - création d'au moins un niveau intermédiaire dans les bâtiments existants de classe C ou D.

Pour l'application des règles de construction parasismiques ci-dessus, la classe à considérer est celle des bâtiments après addition ou transformation. Au cas où l'application des critères ci-dessus ne permet pas de définir sans ambiguïté la nature des travaux d'addition ou de transformation et, notamment, d'opérer la distinction entre la surélévation et la juxtaposition, c'est la définition la plus contraignante qui s'applique.

Bs Risque sismique particulier :

Ce risque concerne :

- les accidents (failles , chevauchements , décrochements) et leurs bandes d'incertitude .
- l'unité géologique dite de Berbené-les Réglès (zone de Chasteuil-Taloire) .

A - Mesure d'ensemble :

Voir Titres 1 et 2 et plus particulièrement celles concernant le risque sismique.
(Titre 2 -Paragraphe 1. Prescriptions relatives au risque sismique).

B - Biens et activités futurs :

Voir Titres 1 et 2.

Pour tous les bâtiments de classe B , C et D , on construira de façon parasismique en utilisant les règles PS 92 (les régles PS MI 89 révisées 92 ne sont pas ici applicables).

On utilisera l'accélération nominale corrigée suivante :

Classes	Définition des Bâtiments	Exemples	Accélération Nominale (a_N)
A	**Risque minime** L'activité humaine et le séjour de longue durée sont exclus	Hangar, garage, individuel	0
B	**Risque moyen pour les personnes** Hauteur maximale des constructions 28 m Capacité d'accueil inférieure à 300 personnes	Habitations, bureaux, parkings, ateliers, usines, établissements recevant du public, salles de spectacle, hall, gares	2,5
C	**Risque élevé pour les personnes et impact socio économique** Hauteur des constructions supérieure à 28m Capacité d'accueil supérieure à 300 personnes	Habitations, bureaux, ateliers, usines, établissements recevant du public. salles de spectacle, hall, gares	3,0
D	**Risques très élevés pour les bâtiments, équipements et installations dont le fonctionnement est primordial pour** la sécurité civile, la défense ou pour le maintien de l'ordre public	Hôpitaux, casernes, centres de télécommunications, stockage ou distribution d'eau ou d'énergie	3,5

Une étude parasismique particulière réalisée par un bureau d'études spécialisé est fortement conseillée. Cette étude devra intégrer les problèmes dits de site (position du bâtiment par rapport à des talus ou falaises,liquéfaction possible du sol , homogénéité du terrain d'assise , phénomènes de résonance , . . .).

C - Biens et activités existants :

Voir Titres 1 et 2 .
Les constructions et activités existants de classe B et de classe C ou D doivent respecter les dispositions définies ci-après, toutefois ces dispositions visent à diminuer le risque, en particulier au voisinage du bâtiment, mais ne sauraient rendre ce dernier parasismique :

- Les **Souches de cheminées** en maçonnerie, existantes ou à créer, menaçant les voies publiques doivent être :
  - -soit confortées par des raidisseurs métalliques
  - -soit ancrées dans des éléments rigides
  - -soit monolithiques et ancrées dans la structure de la construction
- La **Couverture** des toitures et auvents donnant sur une voie ouverte à la circulation doivent être fixées au support de couverture.
- Toute réfection de **Plancher** doit comporter un chaînage périphérique ancré dans les murs.
- Les réfections ou créations de **Balcons et terrasses** doivent soit comporter un ancrage d'une longueur égale à celle du porte à faux, soit reposer sur des piliers ou des murs.

Les règles de construction parasismiques devront s'appliquer :

- Aux bâtiments existants des classes B, C et D dans lesquels il est procédé au remplacement total des planchers en superstructure ;
- Aux additions par juxtaposition de locaux :
  - à des bâtiments existants de classe C ou D dont elles sont désolidarisées par un joint de fractionnement,
  - à des bâtiments existants de la classe B dont elles sont ou non solidaires ;
- A la totalité des bâtiments, additions éventuelles comprise, dans un au moins des cas suivants :
  - addition par surélévation avec création d'au moins un niveau supplémentaire, même partiel, à des bâtiments existants de classe B, C ou D,
  - addition par juxtaposition de locaux solidaires, sans joint de fractionnement, à des bâtiments existants de classe C ou D,
  - création d'au moins un niveau intermédiaire dans les bâtiments existants de classe C ou D.

Pour l'application des règles de construction parasismiques ci-dessus, la classe à considérer est celle des bâtiments après addition ou transformation. Au cas où l'application des critères ci-dessus ne permet pas de définir sans ambiguïté la nature des travaux d'addition ou de transformation et, notamment, d'opérer la distinction entre la surélévation et la juxtaposition, c'est la définition la plus contraignante qui s'applique.

B1 Risque de ravinement faible ou moyen et risque sismique :

A - Mesure d'ensemble :

Voir Titres 1 et 2.

B - Biens et activités futurs :

Voir Titres 1 et 2.

Dans tous les cas, une maîtrise des eaux est nécessaire :
-par des gouttières
-par des cunettes de récupération des eaux de ruissellement
-par des drains périphériques réalisés dans les règles de l'art

La réalisation d'un vide sanitaire est conseillée.

Sur terrains en pente, un niveau de fondation homogène (terrain de même portance à l'amont et à l'aval) est conseillé.
On n'implantera pas de bâtiment à moins de 10 m des ravines actives.

Le défrichement sur la zone classée en risque ravinement est interdit, sauf s'il est nécessaire à la construction d'un éventuel projet.

Une correction des ravines par seuils grillagés ainsi que la réalisation de petites banquettes grillagées en courbes de niveau peut être envisagée.

C - Biens et activités existants :

Voir Titres 1 et 2 .

Les rejets d'eau sur la surface du sol ainsi que le déboisement sont interdits

B2 Risque de chutes de pierres ou de blocs faible et risque sismique :

A - Mesure d'ensemble :

Voir Titres 1 et 2

B - Biens et activités futurs :

Voir Titres 1 et 2.

Une étude d'implantation du bâtiment sur la parcelle est fortement conseillée ; elle précisera les solutions techniques de protection.

En l'absence d'études, lorsqu'en amont de la construction ou de l'activité, la pente du terrain dépasse 20%, un écran retenant les terres et destiné à prévenir les éboulements et les glissements du talus doit être mis en place.

Le choix des exutoires ne doit pas être de nature à aggraver le phénomène de mouvement éventuel sur la parcelle et celles situées en aval.

Sur terrains en pente un niveau de fondation homogène (terrain de même portance à l'amont et à l'aval) est conseillé.

Le dépôt et le stockage de matériaux et de matériels, quelle que soit leur nature, à l'intérieur d'une bande de 20 m au sommet de la falaise sont interdits.

Une protection par des barrières grillagées ou par des merlons est recommandée.

C - Biens et activités existants :

Un examen de la paroi située en amont de la parcelle est conseillé.

Le choix des exutoires ne doit pas être de nature à aggraver le phénomène de mouvement éventuel sur la parcelle et celles situées en aval.

Le dépôt et le stockage de matériaux et de matériels, quelle que soit leur nature, à l'intérieur d'une bande de 20 m au sommet de la falaise sont interdits.

Une protection par des barrières grillagées ou par des merlons est recommandée.

B3 Risque de glissement faible ou moyen et risque sismique :

A - MESURE D'ENSEMBLE :

Voir Titres 1 et 2

B - BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS :

Voir Titres 1 et 2.

Dans tous les cas, une maîtrise des eaux est nécessaire :
-par des gouttières
-par des cunettes de récupération des eaux de ruissellement
-par des drains périphériques réalisés dans les règles de l'art.

Le choix des exutoires ne doit pas être de nature à aggraver le phénomène de glissement éventuel sur les parcelles situées en aval.

La réalisation d'un vide sanitaire est conseillée.

Sur terrains en pente un niveau de fondation homogène (terrain de même portance à l'amont et à l'aval) est conseillé.

Les travaux de remblaiement, d'excavation et d'affouillement d'une hauteur supérieure à 2 m et avec une pente supérieure à 40% sont interdits, sauf après étude géotechnique préalable.

Le dépôt et le stockage des matériaux de toute nature apportant une surcharge supérieure à 5T/m² sont interdits sauf après étude géotechnique préalable le permettant.

Dans l'attente de la réalisation des cartes d'aptitude à l'assainissement autonome qui devront prendre en compte le risque de glissement, l'épandage d'eau à la surface du sol ou son infiltration dans les terrains, l'assainissement autonome, le déboisement (s'il entraîne une augmentation du risque) ainsi que les aménagements ayant pour effet une élévation du niveau de l'eau dans les terrains sont interdits.

Une étude géotechnique permettant de déterminer les qualités géomécaniques des différentes couches, de préciser la profondeur et le type de fondations optimales, et de définir la nécessité ou non de murs de soutènement est conseillée.

C - BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS :

Voir Titres 1 et 2 .

Les rejets d'eau sur la surface du sol sont interdits.
Le dépôt et le stockage des matériaux de toute nature apportant une surcharge supérieure à 5T/m² sont interdits sauf après étude géotechnique préalable le permettant.

B4 Risque d'affaissement ou d'effondrement faible et risque sismique :

A - Mesure d'ensemble :

Voir Titres 1 et 2

B - Biens et activités futurs :

Voir Titres 1 et 2.

Dans tous les cas , une maîtrise des eaux est nécessaire :

-par des gouttières
-par des cunettes de récupération des eaux de ruissellement
-par des drains périphériques réalisés dans les règles de l'art.

La réalisation d'un vide sanitaire est conseillée.

Le choix des exutoires ne doit pas être de nature à aggraver le phénomène d'affaissement éventuel sur les parcelles voisines.

Sur terrains en pente un niveau de fondation homogène (terrain de même portance à l'amont et à l'aval) est conseillé.

L'épandage d'eau à la surface du sol ou son infiltration dans les terrains, l'assainissement autonome, le déboisement ainsi que les aménagements ayant pour effet une élévation du niveau de l'eau dans les terrains sont interdits.

Une étude Géotechnique permettant de déterminer la présence ou non de cavités souterraines, ainsi que les qualités géomécaniques des différentes couches , et donc de préciser la profondeur et le type de fondations optimaux , est fortement conseillée .

C - Biens et activités existants :

Voir Titres 1 et 2 .

Les rejets d'eau sur la surface du sol sont interdits.

B5 Risque inondation faible du Verdon et risque sismique :

A - Mesure d'ensemble :

Voir Titres 1 et 2 et plus particulièrement celles concernant le risque inondation.
Les digues existantes doivent être surveillées et entretenues avec rigueur.
(Titre 2 -Paragraphe 1. Recommandations relatives au risque inondation).

B - Biens et activités futurs :

Voir Titres 1 et 2.

L'emprise au sol des constructions et installations ne devra pas excéder 25 % de la superficie de l'unité foncière située en zone inondable, sauf dans le centre ancien.

Les constructions futures seront orientées de manière à gêner le moins possible les écoulements.

Des fossés de drainage permettant d'abaisser localement la nappe peuvent être nécessaires.

La création de sous-sols non munis d'un cuvelage étanche est interdite.

La réalisation d'un vide sanitaire est nécessaire.

Les matériaux de construction utilisés doivent être insensibles à l'eau.

Le niveau du premier plancher destiné à l'habitation (sont exclus les garages, les terrasses ou toutes autres surfaces n'ayant pas vocation à recevoir des biens mobiliers sensibles) ou aux activités artisanales, industrielles ou commerciales, doit être situé à 1 mètre au-dessus du terrain naturel.

Le ou les murs amonts des bâtiments devront être renforcés dans les règles de l'art jusqu'à 1 m par rapport à la cote NGF du terrain naturel.

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau.

Le stockage de matières dangereuses (acides divers, détergents divers, pétrole et ses dérivés sous forme gazeuse ou liquide, etc...) est interdit, sauf usage domestique.

Le stockage en quantités importantes de produits flottants (pneus, meubles, automobiles et produits de récupération, etc...) est interdit

Le stockage de bois est interdit sauf usage domestique.

Les fondations des bâtiments devront être conçues de façon à résister à des affouillements importants (filtre , fondations profondes ou semi-profondes , drainage , . . .) .

Les cuves et citernes devront:

- soit être implantées à 1 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.
- soit être lestées et ancrées pour résister aux poussées (cuves ou citernes enterrées ou externes). Les débouchés d'évents seront prolongés à 1,5 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Les clôtures devront avoir une perméabilité d'au moins 80 %, sans murets, les murs de clôtures peuvent être autorisés au voisinage immédiat de l'entrée principale.
Les murs de soutènement sont autorisés, il devront être arasés au niveau du terrain naturel soutenu.

Les serres agricoles seront implantées parallèlement au sens du courant, elles devront être équipées de parois amovibles facilement retroussables et arrimables.

Une signalisation efficace matérialisée par un flotteur des diverses infrastructures ou équipements susceptibles de devenir dangereux en cas de submersion (piscines, regards, puits, etc...) doit être mise en place.

Les parkings souterrains sont interdits , sauf munis d'un cuvelage étanche, les ouvertures devront être situées à 1 m au dessus de la cote NGF du terrain naturel.

La création de camping dans cette zone est interdite.

C - Biens et activités existants :

Voir Titres 1 et 2 .

Les digues existantes doivent être surveillées et entretenues avec rigueur. La moindre anomalie entraînerait l'application de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Les extensions de bâtiments et installations sont autorisées sous réserve de limiter l'emprise au sol totale à 25 % de la superficie de l'unité foncière située en zone inondable, sauf centre ville ancien.

Les extensions limitées pourront, si les conditions techniques et d'aménagements l'exigent, être réalisées à la côte du bâtiment existant. Les conditions de création d'ouverture sont identiques à celles applicables aux bâtiments existants.

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau lors de leurs changements ou rénovations.

La création dans un bâtiment existant d'ouvertures ne pourra se faire à une côte inférieur à 1 m au dessus de la cote NGF du terrain, sauf centre ville ancien. On ne pratiquera pas d'ouvertures amont à moins de 1.5 m de hauteur par rapport à la cote NGF du terrain naturel.

Si les conditions techniques et d'usage ne permettent pas d'ouverture au dessus de la cote d'inondation, les issues de secours pourront être réalisées au niveau du terrain naturel si elles sont équipées de volets étanches.

On équipera les ouvertures du bâtiment jusqu'à 1 m de hauteur par rapport à la cote NGF du terrain naturel par des volets étanches.

Le stockage de matières dangereuses (acides divers, détergents divers, pétrole et ses dérivés sous forme gazeuse ou liquide, etc...) est interdit, sauf usage domestique.

Le stockage en quantités importantes de produits flottants (pneus, meubles, automobiles et produits de récupération, etc...) est interdit

Le stockage de bois est interdit sauf usage domestique.

Les cuves et citernes devront:

- soit être implantées à 1 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.
- soit être lestées et ancrées pour résister aux poussées (cuves ou citernes enterrées ou externes). Les débouchés d'évents seront prolongés à 1,5 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Une signalisation efficace matérialisée par un flotteur des diverses infrastructures ou équipement susceptibles de devenir dangereux en cas de submersion (piscines, regards, puits, etc...) doit être mise en place.

On prendra toute disposition utile pour éviter toute rupture de réseau en cas d'inondation.

L'extension de camping entraînant une augmentation de la population exposée dans cette zone est interdite.

D - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Dispositions particulières 1 : **le parking de la BOUDOUSQUE**

Afin de recevoir différentes animations et notamment des chapiteaux, le parking devra être munis d'un plan d'alerte et d'évacuation.

Dispositions particulières 2 : **le centre ville ancien**

Les locaux en rez de chaussez sont autorisés sans sujétions de rehaussement, sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'occupation humaine permanente.
On équipera les ouvertures du bâtiment jusqu'à 1 m de hauteur par rapport à la côte NGF du terrain naturel par des volets étanches.

Dispositions particulières 3 : l**a zone artisanale**

Dans la partie de la zone artisanale incluse dans la zone B5, tous les matériaux et matériels susceptibles d'être entraînés par les flots devront être mis hors d'eau à une hauteur de 1 m par rapport à la côte NGF du terrain naturel ou solidement arrimé au sol.
Tous les matériaux et matériels qui sont sensibles à l'eau devront être mis hors d'eau à une hauteur de 1 m par rapport à la côte NGF du terrain naturel.

Le stockage de matières dangereuses reste soumis aux dispositions générales de la zone B5.

B6 Risque inondation moyen du Verdon et risque sismique :

A - MESURE D'ENSEMBLE :

Voir les Titres 1 et 2 et plus particulièrement celles concernant le risque inondation.
Les digues existantes doivent être surveillées et entretenues avec rigueur.
(Titre 2 -Paragraphe 1. Recommandations relatives au risque inondation).

B - BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS :

Voir Titres 1 et 2.

L'emprise au sol des constructions et installations ne devra pas excéder 25 % de la superficie de l'unité foncière située en zone inondable.

Les constructions futures seront orientées de manière à gêner le moins possible les écoulements.

Des fossés de drainage permettant d'abaisser localement la nappe peuvent être nécessaires.

La création de sous-sols non munis d'un cuvelage étanche est interdite.

La réalisation d'un vide sanitaire est nécessaire.

Les matériaux utilisés doivent être insensibles à l'eau.

Le niveau du premier plancher destiné à l'habitation (sont exclus les garages, les terrasses ou toutes autres surfaces n'ayant pas vocation à recevoir des biens mobiliers sensibles) ou aux activités artisanales, industrielles ou commerciales, doit être situé à 1m 50 mètres au-dessus du terrain naturel.

Le ou les murs amonts des bâtiments devront être renforcés dans les règles de l'art jusqu'à 1,5 m par rapport à la cote NGF du terrain naturel.

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau.

Le stockage de matières dangereuses (acides divers, détergents divers, pétrole et ses dérivés sous forme gazeuse ou liquide, etc...) est interdit, sauf usage domestique.

Le stockage en quantités importantes de produits flottants (pneus, meubles, automobiles et produits de récupération, etc...) est interdit

Le stockage de bois est interdit sauf usage domestique.

Les fondations des bâtiments devront être conçues de façon à résister à des affouillements importants (filtre , fondations profondes ou semi-profondes , drainage , . . .) .

Les cuves et citernes devront:

- soit être implantées à 1,5 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.
- soit être lestées et ancrées pour résister aux poussées (cuves ou citernes enterrées ou externes). Les débouchés d'évents seront prolongés à 2 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Les clôtures devront avoir une perméabilité d'au moins 80 %, sans murets, les murs de clôtures peuvent être autorisés au voisinage immédiat de l'entrée principale.
Les murs de soutènement sont autorisés, il devront être arasés au niveau du terrain naturel soutenu.

Les serres agricoles seront implantées parallèlement au sens du courant, elles devront être équipées de parois amovibles facilement retroussables et arrimables.

Une signalisation efficace matérialisée par un flotteur des diverses infrastructures ou équipement susceptibles de devenir dangereux en cas de submersion (piscines, regards, puits, etc...) doit être mise en place.

Les parkings souterrains sont interdits , sauf munis d'un cuvelage étanche. Les ouvertures devront être situées à 1.5 m au dessus de la cote NGF du terrain naturel.

La création de camping dans cette zone est interdite.

C - Biens et activités existants :

Voir Titres 1 et 2 .

Les digues existantes doivent être surveillées et entretenues avec rigueur. La moindre anomalie entraînerait l'application de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Les extensions de bâtiments et installations sont autorisées sous réserve de limiter l'emprise au sol totale à 25 % de la superficie de l'unité foncière située en zone inondable.

Les extensions limitées pourront, si les conditions techniques et d'aménagements l'exigent, être réalisées à la côte du bâtiment existant. Les conditions de création d'ouverture sont identiques à celles applicables aux bâtiments futurs.

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau lors de leurs changements ou rénovations.

La création dans un bâtiment existant d'ouvertures ne pourra se faire à une côte inférieure à 2 m coté amont et 1,5 m dans les autres cas au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.

On équipera les ouvertures du bâtiment jusqu'à 1,5 m de hauteur par rapport à la cote NGF du terrain naturel par des volets étanches.

Le stockage de matières dangereuses (acides divers, détergents divers, pétrole et ses dérivés sous forme gazeuse ou liquide, etc...) est interdit, sauf usage domestique.

Le stockage en quantités importantes de produits flottants (pneus, meubles, automobiles et produits de récupération, etc...) est interdit.

Le stockage de bois est interdit sauf usage domestique.

Les cuves et citernes devront:

- soit être implantées à 1.5 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel,
- soit être lestées et ancrées pour résister aux poussées (cuves ou citernes enterrées ou externes). Les débouchés d'évents seront prolongés à 2 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Une signalisation efficace matérialisée par un flotteur des diverses infrastructures ou équipement susceptibles de devenir dangereux en cas de submersion (piscines, regards, puits, etc...).

On prendra toute disposition utile pour éviter toute rupture de réseau en cas d'inondation .

L'extension de camping entrainant une augmentation de la population exposée dans cette zone est interdite.

CAS PARTICULIER : LE STADE (ZONE B6SP)

Dans ce secteur seul la création de vestiaires liés à l'activité sportive existante est tolérée, à l'exception de tout autre bâtiment. En aucun cas une occupation permanente ne peut être autorisée (gardien, etc...).

Les bâtiments doivent répondre aux conditions techniques évoquées en zone B6.

Les dépôts et stockages de toute nature, le camping et caravaning ainsi que les garages de caravanes sont interdits.

B7 Risque inondation torrentielle faible et risque sismique :

Il s'agit de zones pouvant être recouvertes par des lames d'eau sans vitesse de 0 à 0.20 m de hauteur .

A - Mesure d'ensemble :

Voir Titres 1 et 2 et plus particulièrement celles concernant le risque inondation.

les lits et les digues existants doivent être surveillés et entretenus, remis en état avec rigueur.

B - Biens et activités futurs :

Voir Titres 1 et 2.

L'emprise au sol des constructions et installations ne devra pas excéder 25 % de la superficie de l'unité foncière située en zone inondable.

Une étude d'implantation du bâtiment est conseillée .

La cote NGF du plancher du rez de chaussée du bâtiment devra être à 0.20 m au moins au dessus de la cote NGF du terrain naturel .

La réalisation d'un vide sanitaire est fortement conseillée .

La création de sous-sols non munis d'un cuvelage étanche est interdite.

Les dépôts et stockages importants de toute nature à moins de 0.20 m au dessus de la cote NGF du sol sont interdits , en particulier le dépôt et stockage de matériaux flottants.

Les cuves et citernes devront:
- soit être implantées à 0.20 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.
- soit être lestées et ancrées pour résister aux poussées (cuves ou citernes enterrées ou externes). Les débouchés d'évents seront prolongés à 0.40 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau.

Les parkings souterrains sont interdits , sauf munis d'un cuvelage étanche. Les ouvertures devront être situées à 0.20 m au dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Les fondations des bâtiments devront être conçues de façon à résister à des affouillements .

Les clôtures devront avoir une perméabilité d'au moins 80 %, sans murets, les murs de clôtures peuvent être autorisés au voisinage immédiat de l'entrée principale.

Les murs de soutènement sont autorisés, il devront être arasés au niveau du terrain naturel soutenu.

La création de camping dans cette zone est interdite.

C - BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS :

Voir Titres 1 et 2 . .

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau lors de leurs changements ou rénovations.

Les dépôts et stockages importants de toute nature à moins de 0.20 m au dessus de la cote NGF du sol sont interdits , en particulier , le dépôt et stockage de matériaux flottants

Les parkings souterrains sont interdits , sauf munis d'un cuvelage étanche. Les ouvertures devront être situées à 0.20 m au dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Si les conditions techniques et d'usage ne permettent pas d'ouverture au dessus de la cote d'inondation, les issues de secours pourront être réalisées au niveau du terrain naturel si elles sont équipées de volets étanches.

L'extension de camping entrainant une augmentation de la population exposée dans cette zone est interdite.

D - DISPOSITIONS PARTICULIERES :

le centre ville ancien

Les locaux en rez de chaussez sont autorisés sans sujétions de rehaussement, sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'occupation humaine permanente.
On équipera les ouvertures du bâtiment jusqu'à 0.20 m de hauteur par rapport à la côte NGF du terrain naturel par des volets étanches.

B8 Risque inondation torrentielle moyen et risque sismique :

Il s'agit de zones pouvant être recouvertes par des lames d'eau de 0,40 m de hauteur .

A - Mesure d'ensemble :

Voir les recommandations générales des Titres 1 et 2 et plus particulièrement celles concernant le risque inondation.
(Titre 2 -Paragraphe 1. Recommandations relatives au risque inondation).

les lits et les digues existants doivent être surveillés et entretenus, remis en état avec rigueur.

B - Biens et activités futurs :

Voir Titres 1 et 2.

L'emprise au sol des constructions et installations ne devra pas excéder 25 % de la superficie de l'unité foncière située en zone inondable.

Une étude d'implantation du bâtiment est conseillée .

La cote NGF du plancher du rez de chaussée du bâtiment devra être à 0.40 m au moins au dessus de la cote NGF du terrain naturel .

La réalisation d'un vide sanitaire est fortement conseillée .

La création de sous-sols non munis d'un cuvelage étanche est interdite.

Les dépôts et stockages importants de toute nature à moins de 0.40 m au dessus de la cote NGF du sol sont interdits , en particulier, le dépôt et stockage de matériaux flottants.

Les cuves et citernes devront:
- soit être implantées à 0.40 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.
- soit être lestées et ancrées pour résister aux poussées (cuves ou citernes enterrées ou externes). Les débouchés d'évents seront prolongés à 0.60 m au moins au-dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau.

Les parkings souterrains sont interdits , sauf munis d'un cuvelage étanche. Les ouvertures devront être situées à 0.40 m au dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Les fondations des bâtiments devront être conçues de façon à résister à des affouillements .

Les clôtures devront avoir une perméabilité d'au moins 80 %, sans murets, les murs de clôtures peuvent être autorisés au voisinage immédiat de l'entrée principale.

Les murs de soutènement sont autorisés, il devront être arasés au niveau du terrain naturel soutenu.

La création de camping dans cette zone est interdite.

C - BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS :

Voir Titres 1 et 2 . .

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau lors de leurs changements ou rénovations.

Les dépôts et stockages importants de toute nature à moins de 0.40 m au dessus de la cote NGF du sol sont interdits , en particulier , le dépôt et stockage de matériaux flottants.

Les ouvertures devront être situées à 0.40 m au dessus de la cote NGF du terrain naturel.

Les parkings souterrains sont interdits , sauf munis d'un cuvelage étanche et les ouvertures devront être situées à 0.40 m au dessus de la cote NGF du terrain naturel.

L'extension de camping entrainant une augmentation de la population exposée dans cette zone est interdite.

D - DISPOSITIONS PARTICULIERES

L'endiguement du ravin de ROURET doit être remis en état et le lit nettoyé.

B9 Risque inondation torrentielle moyen et risque sismique :

Il s'agit de zones pouvants être recouvertes par accumulation d'eau dans la plus défavorable des deux situations suivantes :

- 0.20 m au dessus du terrain naturel
- 0.20 m au dessus du point le plus bas de la R.N. 85.

Cette cote sera notée : cote de référence.

A - MESURE D'ENSEMBLE :

Voir les recommandations générales des Titres 1 et 2 et plus particulièrement celles concernant le risque inondation.
(Titre 2 -Paragraphe 1. Recommandations relatives au risque inondation).

les lits et les digues existants doivent être surveillés et entretenus, remis en état avec rigueur.

B - BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS :

Voir Titres 1 et 2.

Seules les constructions et installations annexes de bâtiments existants sont autorisées. La totalité des extensions ne pourra pas excéder 30 m² d'emprise au sol.

La cote NGF du plancher du rez de chaussée du bâtiment devra être au moins à la cote de référence.

Une étude d'implantation du bâtiment est conseillée .

La réalisation d'un vide sanitaire est fortement conseillée .

La création de sous-sols non munis d'un cuvelage étanche est interdite.

Les dépôts et stockages importants de toute nature au dessous de la cote de référence sont interdits ; en particulier, le dépôt et stockage de matériaux flottants.

Les cuves et citernes devront:

- soit être implantées au dessus de la cote de référence.
- soit être lestées et ancrées pour résister aux poussées (cuves ou citernes enterrées ou externes). Les débouchés d'évents seront prolongés de 0.20 m au moins au dessus de la cote de référence

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau.

Les parkings souterrains sont interdits.

Les fondations des bâtiments devront être conçues de façon à résister à des affouillements.

La création de camping dans cette zone est interdite.

C - BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS :

Voir Titres 1 et 2 . .

Les équipements fixes, dont le fonctionnement est indispensable et qui sont sensibles à l'eau (Chaufferie, machinerie d'ascenseur, tableaux électriques, pompes non immergées, chaudières, etc...) devront être mis hors d'eau lors de leurs changements ou rénovations.

Les dépôts et stockages importants de toute nature au dessous de la cote de référence sont interdits , en particulier, le dépôt et stockage de matériaux flottants.

Les parkings souterrains sont interdits.

L'extension de camping entrainant une augmentation de la population exposée dans cette zone est interdite.

* B10 Risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau faible de La Recluse

Phénomène : inondation	*Aléa* : faible
	Cote H : **H = 0,5 m** au-dessus du terrain naturel

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

1. Sont interdits
   1.1. l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite, ...)
   1.2. toute création ou extension de surface de camping.

2. Sont autorisées, sans prescriptions :
   2.1. les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations, si elles concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m². Ceci est limité à une fois à compter de la date d'approbation du PPR.
   2.2. les travaux sans extension des constructions existantes
   2.3. les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.
   2.4. Sont autorisées, avec comme seules prescriptions, les mesures constructives du présent règlement :
   2.5. les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

3. Pour les constructions existantes :
   les changements de destination ou les constructions d'étages supérieurs sont autorisés sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions du présent règlement et que les parties existantes des bâtiments respectent ou soient renforcées pour respecter les prescriptions d'ordre constructif.

4. Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions du présent règlement.

PRESCRIPTIONS

Constructions nouvelles et extension des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

5. Sous la cote H, les façades sont aveugles sur une hauteur de 0,5 m, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.
6. La cote du plancher du 1er niveau habitable se situe au-dessus de la cote H.
7. Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable peut se situer :
   7.1. à une cote inférieure à la cote H si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient

7.2. au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant

7.3. au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules

7.4. au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

8. Les parkings extérieurs peuvent être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.
9. Les clôtures doivent être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

10. Sous la cote H, les façades sont renforcées pour résister à une pression de 15 kPa.
11. Les constructions et les fondations sont renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.
12. Sous la cote H, les matériaux utilisés résistent ou sont efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils empêchent aussi les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.
13. Les matériels (électriques, équipements, ...) sont installés hors d'eau ou sont efficacement protégés.

Autres mesures

14. Le stockage de produits toxiques ou dangereux ou de flottants de plus d'un mètre est réalisé au-dessus de la cote H ou dans des enceintes résistant aux efforts mentionnés ci-dessus.

* B11 Risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau moyen faible de La Recluse

Phénomène : inondation torrentielle	*Aléa* : moyen faible
	Cote H : **H = 1 m** au-dessus du terrain naturel

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

1. Sont interdits :

1.1. l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite, …)

1.2. toute création ou extension de surface de camping.

2. Sont autorisées, sans prescriptions :

2.1. les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations, si elles concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m². Ceci est limité à une fois à compter de la date d'approbation du PPR.

2.2. les travaux sans extension des constructions existantes

2.3. les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

2.4. Sont autorisées, avec comme seules prescriptions, les mesures constructives du présent règlement :

2.5. les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

3. Pour les constructions existantes, les changements de destination ou les constructions d'étages supérieurs sont autorisés sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions du présent règlement et que les parties existantes des bâtiments respectent ou soient renforcées pour respecter les prescriptions d'ordre constructif.

4. Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions du présent règlement.

PRESCRIPTIONS

Constructions nouvelles et extension des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

5. Sous la cote H, les façades exposées sont aveugles sur une hauteur de 1 m, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

6. La cote du plancher du 1er niveau habitable se situe au-dessus du terrain naturel.

7. Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable peut se situer :

7.1. à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient

7.2. au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant

7.3. au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules

7.4. au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

8. Les parkings extérieurs peuvent être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

9. Les clôtures doivent être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 c m de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

10. Sous la cote H, les façades exposées sont renforcées pour résister à une pression de 20 kPa.

11. Les constructions et les fondations sont renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

12. Sous la cote H, les matériaux utilisés résistent ou sont efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils empêchent aussi les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

13. Les matériels (électriques, équipements, ...) sont installés hors d'eau ou sont efficacement protégés.

Autres mesures

14. Le stockage de produits toxiques ou dangereux ou de flottants de plus d'un mètre est réalisé au-dessus de la cote H ou dans des enceintes résistant aux efforts mentionnés ci-dessus.

* B12 Risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau moyen fort de La Recluse

Phénomène : inondation torrentielle	*Aléa* : moyen fort *Cote H* : **H = 1,5 m** au-dessus du terrain naturel

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

1. Sont interdits :

1.1. l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite, …)

1.2. toute création ou extension de surface de camping.

2. Sont autorisées, sans prescriptions :

2.1. les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations, si elles concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m². Ceci est limité à une fois à compter de la date d'approbation du PPR.

2.2. les travaux sans extension des constructions existantes

2.3. les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

2.4. Sont autorisées, avec comme seules prescriptions, les mesures constructives du présent règlement :

2.5. les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

3. Pour les constructions existantes, les changements de destination ou les constructions d'étages supérieurs sont autorisés sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions du présent règlement et que les parties existantes des bâtiments respectent ou soient renforcées pour respecter les prescriptions d'ordre constructif.

4. Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions du présent règlement.

PRESCRIPTIONS

Constructions nouvelles et extension des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

5. Sous la cote H, les façades exposées sont aveugles sur une hauteur de 1,5 m, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

6. La cote du plancher du 1er niveau habitable se situe au-dessus du terrain naturel.

7. Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable peut se situer :

7.1. à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient

7.2. au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant

7.3. au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules

7.4. au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

8. Les parkings extérieurs peuvent être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

9. Les clôtures doivent être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 c m de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

10. Sous la cote H, les façades exposées sont renforcées pour résister à une pression de 30 kPa.

11. Les constructions et les fondations sont renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,5 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

12. Sous la cote H, les matériaux utilisés résistent ou sont efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils empêchent aussi les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

13. Les matériels (électriques, équipements, ...) sont installés hors d'eau ou sont efficacement protégés.

Autres mesures

14. Le stockage de produits toxiques ou dangereux ou de flottants de plus d'un mètre est réalisé au-dessus de la cote H ou dans des enceintes résistant aux efforts mentionnés ci-dessus.

TABLE DES MATIERES

TITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

1 . CHAMP D'APPLICATION :

2 . EFFETS DU P.P.R. :
2 . 1. Effets sur les plans d'occupation des sols :
2 . 2. Effets sur les biens existants avant la publication du P.P.R. :
2 . 3. Liaison avec les plans d'evacuation :

TITRE 2

PRESCRIPTIONS VALABLES POUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

1 . PRESCRIPTIONS RELATIVES AU RISQUE SISMIQUE :
1.1. Conditions d'application des règles de construction Parasismique :
1.1.1. Réglementation applicable :
1.1.2. Application des règles P.S. 92 aux constructions à risque normal à Castellane :
1.2. Application des règles techniques de construction parasismique :
1.2.1. Situation du bâtiment :
1.2.2. Prescription sur la construction :
1 .3 . Caractéristiques géologiques de Castellane :

2 . PRECRIPTIONS RELATIVES AU RISQUE D'INONDATION :
2 .1 . Principes généraux de protection :
2 .1 .1 . Politique d'aménagement :
2 .1 .2 . Prévention du risque d'inondation :
2 .1 .3 . Prévention des conséquences d'une inondation :
2 .1 .4 . Définition du terrain naturel :

* TITRE 3

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE

PRESENTATION DE LA ZONE

A. DISPOSITIONS APPLICABLES secteurs R1 à R9
1 . Mesures d'interdiction
2 . Constructions et installations autorisées sous réserves
3 . Travaux autorisés
4 . Recommandation générale

B. DISPOSITIONS APPLICABLES SECTEUR R10

C. DISPOSITIONS APPLICABLES SECTEUR R11

* TITRE 4

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE

1 . PRESENTATION DE LA ZONE :

1 .1 .Cas particulier d'interprétation du règlement :

1 .2 .Classification des mesures de protection :

2 . REGLEMENT DES ZONES BLEUES :

B : Risque sismique seul :

Bs : Risque sismique particulier :

B1 : Risque de ravinement faible ou moyen et risque sismique :

B2 : Risque de chutes de pierres ou de blocs faible et risque sismique :

B3 : Risque de glissement faible ou moyen et risque sismique :

B4 : Risque d'affaissement ou d'effondrement faible et risque sismique :

B5 : Risque inondation faible du Verdon et risque sismique :

B6 : Risque inondation moyen du Verdon et risque sismique :

B7 : Risque inondation torrentielle faible et risque sismique :

B8 : Risque inondation torrentielle moyen et risque sismique :

B9 : Risque inondation torrentielle moyen et risque sismique :

B10 : Risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau faible de La Recluse

B11 : Risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau moyen faible de La Recluse

B12 : Risque sismique et risque inondation torrentielle de niveau moyen fort de La Recluse

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Modification du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Castellane

Note de présentation annexée à l'arrêté d'approbation

Le présent dossier porte sur la modification simplifiée du PPRN de la commune de Castellane, approuvé par arrêté préfectoral n°2005-2442 du 21 septembre 2005, selon les modalités des articles R562-10-1 et R562-10-2 du Code de l'environnement.

Le PPRN est consultable en ligne sur le site des services de l'État des Alpes de Haute-Provence à l'adresse ci-dessous :
http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Prevention-des-Risques/Informations-Acquereur-Locataire/Communes-de-Aiglun-a-Castellane

1 – DESCRIPTION DES CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Le PPRN approuvé porte sur les risques de mouvements de terrain (chutes de pierres ou de blocs, glissements de terrains, ravinements, effondrements ou affaissements), inondations (torrentielles, du Verdon) et séismes.
La modification ne concerne que le risque d'inondations torrentielles, à l'issue de l'étude hydraulique réalisée sur les risques torrentiels liés au torrent de La Recluse.

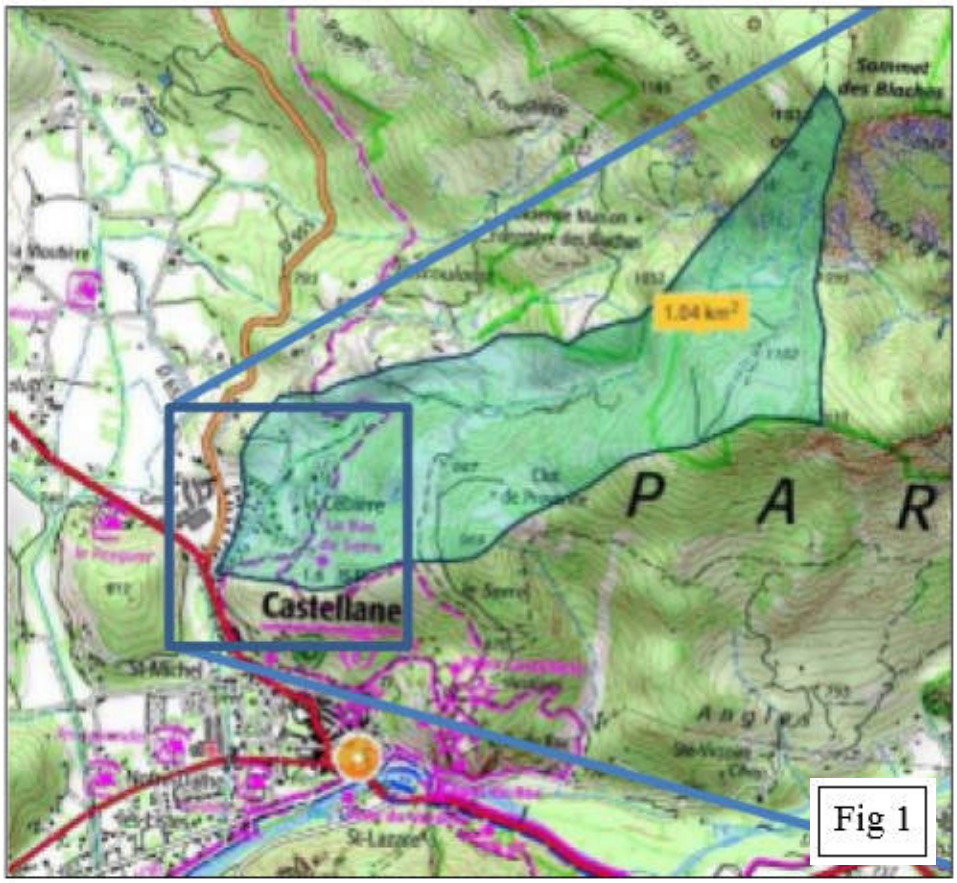
2 – DESCRIPTION DES CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA ZONE TOUCHÉE PAR LA MISE EN OEUVRE DE LA MODIFICATION

Situé au Nord de Castellane, le torrent de La Recluse, est un cours d'eau d'importance modeste, environ 1 km² de bassin versant. Il peut connaître des crues et des débordements, notamment dans la traversée du quartier de la Cébière et en amont du rond point de la RD 4085 et de la RD 952 qui constitue l'entrée de ville par le Nord.

Afin de mieux répondre aux enjeux concernant ce secteur, une étude hydraulique des risques torrentiels liés à la Recluse a récemment été réalisée par le service RTM des Alpes-de-Haute-Provence à la demande de la Commune et de la Communauté de Communes Alpes-Provence-Verdon Sources de Lumière (CCAPV).

Cette étude vient compléter deux études antérieures réalisées en 2001 et en 2004 concernant pour partie ce secteur. Elle prend en compte l'ensemble du bassin versant.

Bassin versant du torrent de la Recluse et zone à étudier en détail (Fig.1) :

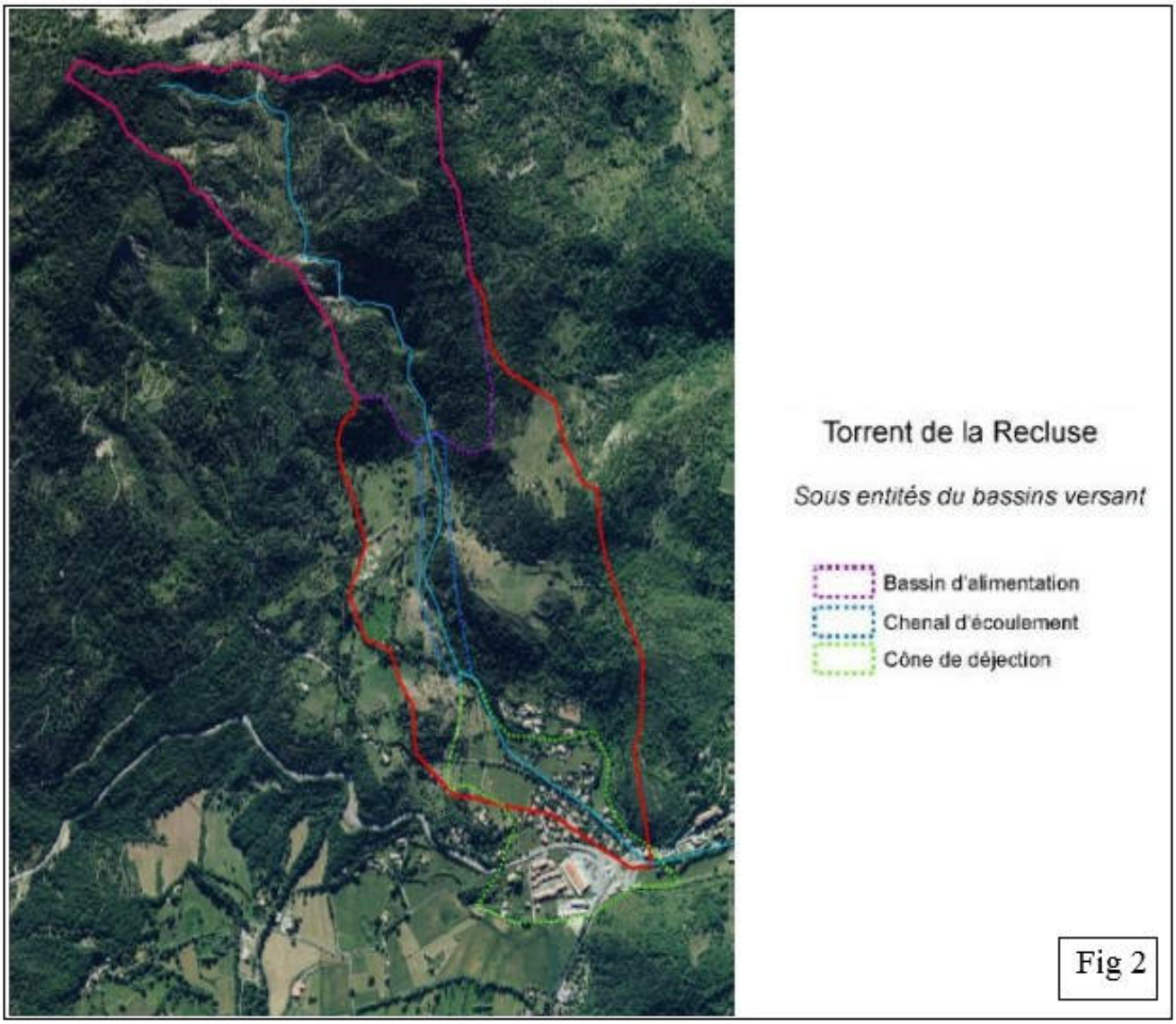


Le bassin versant torrentiel (*Fig.2)* peut être divisé en 3 entités qui sont :

- <u>le bassin d'alimentation</u> : c'est l'ensemble des terrains situés dans la partie supérieure du bassin versant, siège de l'érosion et de la production de matériaux qui se retrouveront dans le lit de torrent. Dans le cas du torrent de La Recluse, le bassin d'alimentation est composé localement de zone en érosion. Le reste est relativement bien boisé.

- <u>le chenal d'écoulement</u> : situé dans la partie intermédiaire du bassin versant, c'est un secteur où les écoulements ne font que transiter sans apports ou dépôts de matériaux trop importants. Il est situé dans notre cas en contrebas des terrasses composées d'éboulis.

- <u>le cône de déjection</u> : c'est la partie située à l'extrémité inférieure du bassin versant, c'est la zone d'étalement des matériaux transportés par le torrent. Concernant la Recluse, l'apex du cône se situe là où le relief s'ouvre. Le tracé correspond au cône torrentiel géologique et prend l'ensemble des terrains où est construit le quartier de La Cébière. Il s'étale jusqu'au pied des flancs de la colline du Pesquier.

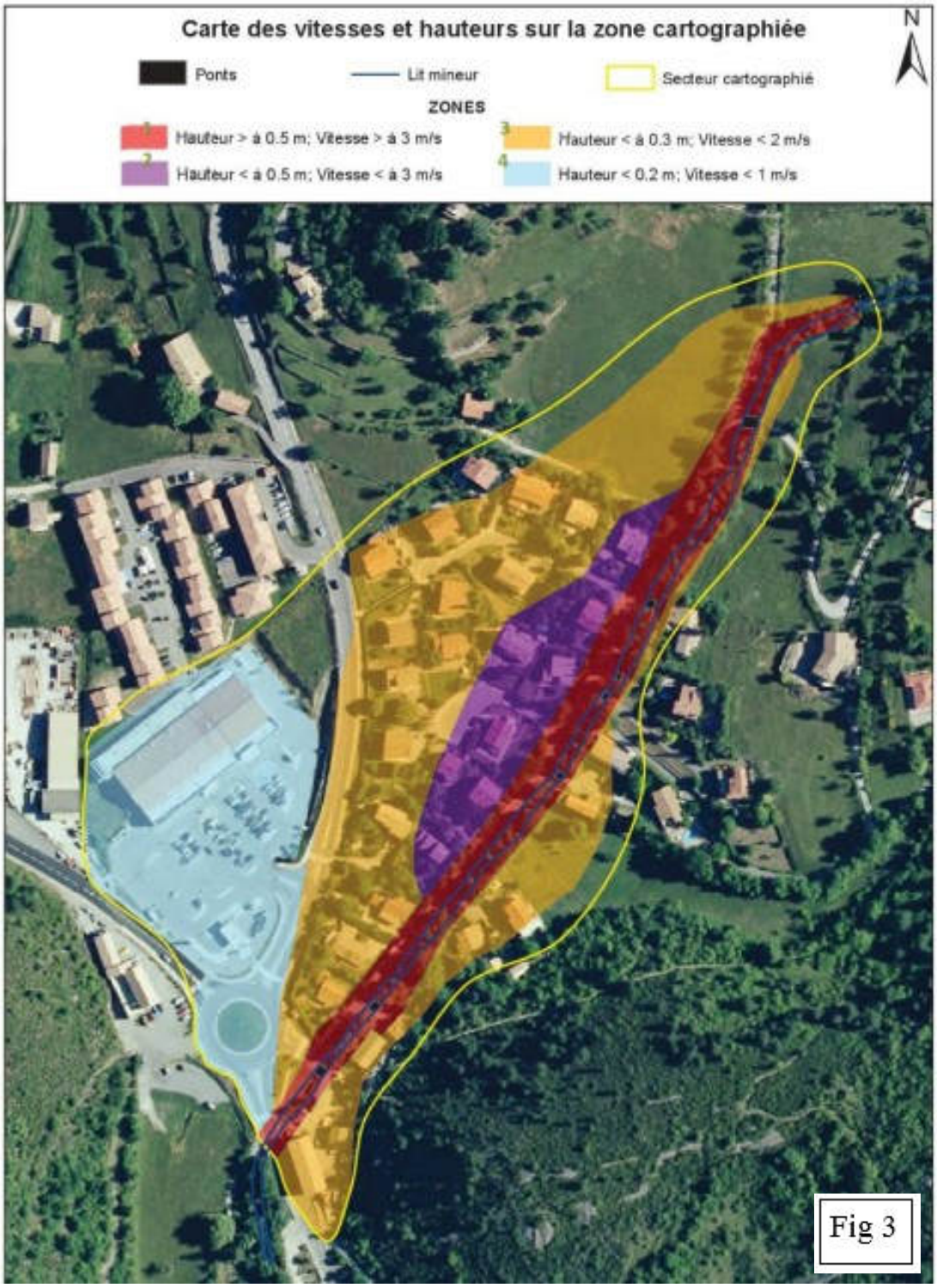


Le bassin versant de taille modeste avec une dénivelée importante et des pentes fortes est un bassin torrentiel, qui peut à priori être soumis à un fort transport solide.

La quasi-totalité du village à l'aval du torrent est soumise à des risques d'inondations torrentielles notamment liés aux crues de la Recluse.

L'étude, dont le projet de maison de pays a été l'élément déclencheur, a mis en évidence le risque d'inondation de manière indéniable dès la crue vicennale en cas d'écoulement sans obstruction, et pour des débits moindres en cas d'obstruction du lit, sur l'ensemble des quartiers exposés en aval de la RD 4085.

Les conclusions sur l'analyse hydraulique ont permis d'apprécier aussi précisément que possible les caractéristiques des phénomènes prévisibles. Ainsi, sur l'ensemble de la zone d'étude, **quatre** secteurs ont été délimités. Des vitesses et des hauteurs d'eau leur ont été associées définissant le zonage suivant : *(Fig.3)*



* **Zone rouge** : c'est le secteur à proximité immédiate du torrent ainsi que la route communale qui le longe et l'amont des rues perpendiculaires. La pente forte et la faible rugosité de la route peut engendrer des vitesses importantes. Les vitesses peuvent être supérieures à 3m/s et les hauteurs supérieures à 0.5m. C'est aussi la zone où, en bordure du lit mineur, peuvent se faire des affouillements.
C'est une zone d'**aléas forts**.

* **Zone violette** : c'est un secteur de cône de déjection qui présente une pente importante et qui est situé en contrebas de la route. Ce sera la première zone impactée par les débordements (au-delà de la route communale qui longe le torrent). Les vitesses peuvent être comprises entre 2m/s et 3m/s et les hauteurs entre 0.5m et 0.3 m.
C'est une zone d'**aléas moyens**.

* **Zone orange** : c'est l'ensemble du reste du cône de déjection torrentiel, les débordements pouvant s'écouler dans l'ensemble de la zone avec des pentes encore fortes (4 à 5%). Par ailleurs, l'étalement est conséquent, seuls quelques murets peuvent réduire les sections d'écoulement. Les vitesses peuvent être comprises entre 1m/s et 2m/s et les hauteurs d'eau entre 0.2m et 0.4m.
C'est une zone d'**aléas moyens**.

* **Zone bleue** : c'est le reste de la zone d'étude qui peut recevoir des écoulements sous les débordements. Les zones d'étalement sont importantes, et la pente réduite. On considère que les vitesses sont inférieures à 1m/s et les hauteurs d'eau inférieures à 0.2m
C'est une zone d'**aléas. Faibles**.

S'appuyant sur le diagnostic réalisé, un règlement pour l'occupation du sol et des constructions a été établi, propre à chacune des quatre zones cartographiées. Des aménagements, ainsi qu'un programme d'interventions coordonnées visant à réduire les risques sur cette partie du cours d'eau ont également été préconisés.

L'ensemble de ces éléments, et la nature des risques liés aux différents aléas a conduit la commune à demander la modification du PPRN afin de mieux prendre en compte les enjeux concernant ce secteur .

La modification comprend :
- le nouveau zonage réglementaire 3.B.2, comportant le secteur défini lors de l'étude hydraulique
- le règlement propre à ce secteur

3- DESCRIPTION DES PRINCIPALES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ HUMAINE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA MODIFICATION

La modification du PPRN de Castellane n'est pas soumise à évaluation environnementale.
Par décision n°F-093-19-P-0063 du 10 septembre 2019, l'Autorité environnementale estime que la modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe I de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2011.

4- DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

La modification a été sollicitée par la commune lors de la délibération du 6 mars 2019.
Après présentation du projet de modification à la Commune et la Communauté de Communes, la modification du PPRN a été prescrite par arrêté préfectoral n°2019-289-008 du 16 octobre 2019.

L'arrêté a été notifié à Monsieur le Maire de Castellane et à Monsieur le Président de la CCAPV, en leur précisant l'obligation d'affichage de l'arrêté huit jours au moins avant le début de la consultation du public. Les certificats d'affichage ont été transmis au Pôle Risques de la DDT.

L’arrêté de prescription de la modification a été publié, dans son intégralité, dans le journal local « La Provence » du 22 octobre 2019.

Durant la consultation du public, le dossier de modification, constitué du projet de carte du zonage réglementaire 3.B.2, du projet de règlement du PPRN, d’une note de présentation de la modification, de la décision de l’Autorité environnementale, et d’un registre d’observations, ont été mis à la disposition de la population en mairie de Castellane, aux jours et heures habituels d’ouverture, du 4 novembre au 6 décembre 2019 inclus.

Le Conseil Municipal de Castellane a émis un avis favorable lors de sa délibération du 18 novembre 2019.

La Communauté de communes Alpes-Provence-Verdon Sources de Lumière a émis un avis favorable lors de sa délibération du 26 novembre 2019.

A l’issue de la consultation, le registre d’observations a été clos par Monsieur le Maire de Castellane, puis transmis à la Direction Départementale des Territoires.
Le registre d’observation déposé en mairie de Castellane ne comporte aucune observation.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES ALPES DE HAUTE - PROVENCE

Commune de CASTELLANE

Plan de Prévention des Risques naturels



Rapport de présentation

Service instructeur :

Direction Départementale de l'Equipement
Service Développement et Urbanisme

TITRE 1

PRESENTATION DE LA COMMUNE

1. PRESENTATION GEOGRAPHIQUE :

La commune de Castellane, chef lieu de canton et sous-préfecture, est située dans la partie sud du département des Alpes de Haute-Provence, à la limite du département du Var et des Alpes Maritimes.

Sa superficie est de 117,79 km2. Elle regroupe plusieurs hameaux ou anciennes communes indépendantes qui sont Chasteuil, Taloire, Eoulx, Roblon, La Baume, Blaron, La Palud, Taulanne et Villars Brandis.

Le village de Castellane proprement dit est traversé par le Verdon, qui s'enfonce rapidement en direction de Moustiers dans des gorges qui constituent l'attrait touristique principal de la commune : des milliers de touristes français et étrangers affluent chaque été pour les visiter. Le cours du Verdon est en partie régulé depuis la création des barrages de Castillon (mise en eau en 1949) et de Chaudane (mise en eau en 1952).

Le point le plus haut de la commune est 1771 m sur la crête de Berbené, et le plus bas, 640 m, dans le lit du Verdon.

2. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET DE L'HABITAT :

La population de la commune était de 1234 habitants en 1975, 1383 en 1982, 1349 en 1990, et 1508 en 1999

Les résidences secondaires constituaient 52 % des 1380 logements recensés en 1999.

3. ACTIVITES ECONOMIQUES :

L'activité économique principale est le tourisme (l'été), et d'une façon générale, le secteur tertiaire.

TITRE 2

CARACTERISTIQUE DES RISQUES ETUDIES ET LOCALISATION SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Les risques étudiés sont de trois types:

- Séismes
- Mouvements de terrains :
  - chutes de pierres ou de blocs,
  - glissements de terrains,
  - ravinements,
  - effondrements ou affaissements,
- Inondations :
  - torrentielles
  - du Verdon

1. LES SEISMES :

Castellane est située sur une zone de sélsmicité faible à moyenne. D'après le décret n° 91-461 du 14 mai 1991, la commune est située en zone Ib.

Rappelons pour mémoire :

- les séismes du 23 novembre et 12 décembre 1855 d'intensité VII et VIII sur l'échelle MSK à Chasteuil, qui endommagèrent gravement l'église, le presbytère et trois maisons. A Taulanne, les toitures furent presque toutes détruites.
- le séisme du 30 novembre 1951 d'intensité VII-VIII MSK, qui fit des dégâts à Chasteuil et Taloire.
- le 12 octobre 1960, une secousse d'intensité IV-V sur l'échelle MSK eut lieu à Castellane, sans faire de dégâts.
- le 25 novembre 1984, se produisit une petite secousse d'intensité 3,5 sur l'échelle de Richter (V sur l'échelle MSK ?) d'épicentre situé à 10 km au Sud-ouest de Castellane. Une maison fut fissurée à Chasteuil.

La classification en zone Ib concernant toute la commune, et en l'absence d'étude microsismique préalable avec modélisation mathématique, nous ne différencierons dans le P. P. R. que deux zones :

1) les failles principales reconnues dans l'étude préliminaire, avec une bande d'incertitude de 100 m de large de part et d'autre de l'accident.
   la région de Chasteuil-Taloire

   Ces zones sont signalées par un indice "s" sur la carte P. P. R..

2) Le reste de la commune.

2. LES MOUVEMENTS DE TERRAINS :

Les glissements de terrains :

ils affectent le plus souvent la partie superficielle des terrains marneux en pente de la commune, notamment les marnes aptiennes, ainsi que les zones colluvionnaires et les éboulis.

Citons le glissement de la Baume qui emporta une partie de la RD 402 en direction de Blaron, le 25 janvier 1985.

Ce glissement fut réactivé lors des pluies de novembre 1994.

Les chutes de pierres :

elles affectent principalement les falaises calcaires et marno-calcaires.

Citons le bord de la D 952, presque quotidiennement encombré de pierres, le col des Lecques, la D 102 en direction de Rougon.

Les chutes de blocs :

ils concernent les zones rocheuses constituées de calcaires, marno-calcaires, grès et conglomérats.

- le 11 novembre 1987, un bloc d'environ 2000 m3 se détacha du Roc de Castellane, détériorant gravement le pont de pierre qui enjambe à cet endroit le Verdon.

- Le 17 mai 1988 : le col des Lecques fut fermé pendant 24 heures à la suite d'un éboulement sur la RN 85, dû à un orage violent.

- des chutes de pierres et blocs ont lieu fréquemment le long de la D 952 en direction de Moustiers. Des blocs de taille parfois importante peuvent atteindre la route, un accident avec un véhicule a été signalé en 1991.

- des chutes de pierre ou de blocs ont lieu également de façon fréquentes sur la D 102, en direction de Rougon. Un bloc de plusieurs dizaines de m^3 tomba en particulier sur la route durant l'hiver 1990-1991.

La zone des Cadières de Brandis mérite à elle-seule une étude particulière : les Cadières sont en effet constituées par un anticlinal faillé, ouvert en éventail, dont les couches dures superficielles se sont faillées, et en partie effondrées. Il reste un paysage de tours et de pinacles impressionnant, reposant sur des marnes, qui domine l'ancien hameau de Brandis.

Ce relief est actuellement soumis à l'érosion, produisant des cailloux, pierres et blocs à sa base.

Deux scénarios de risque sont possible:

1) Risque faible, fréquence élevée: la falaise continue à évoluer progressivement. De temps en temps, des blocs se détachent, roulent au pied des falaises, se brisent et finissent par s'arrêter dans la pente plus bas.

2) Risque majeur, fréquence faible à très faible : à la suite d'une secousse sismique, ou d'une évolution par glissement de la base des tours, l'une d'elle s'effondre. Leur hauteur étant de l'ordre de la centaine de mètres, une masse énorme de blocs est alors précipitée vers l'aval, pouvant atteindre et peut-être dépasser le hameau de Brandis.

Les effondrements :

Ils concernent :

- les zones gypseuses : des cavités de dissolutions souterraines (fontis) peuvent s'y former, recouvertes par un toit naturel qui peut s'effondrer brusquement lorsque la taille de la cavité dépasse un seuil critique.

- des zones calcaires où la karstification peut entraîner la création de cavités au toit plus fragile.

La ville de Castellane-même est construite en grande partie sur des alluvions du Verdon, reposant eux-mêmes partiellement sur du gypse.

Bien qu'il n'y ait jamais eu historiquement d'effondrement gypseux dans la commune de Castellane, nous avons classé les terrains gypseux, ou reposant directement sur du gypse en risque effondrement potentiel faible.

Des affaissements ont eu lieu récemment dans la vieille ville de Castellane. Il serait souhaitable de vérifier par forage si la présence de gypse sous les terrains de surface pourrait en être la cause. Une étude historique à partir d'archives des éventuels effondrements survenus dans la vieille ville depuis le 15ème siècle (édification de la "barricade") pourrait également se révéler utile.

Une zone calcaire du jurassique supérieur, située le long de la D955 possède des cavités visibles de la route. Elle est également classée en zone à risque potentiel d'effondrement faible.

2.1. RISQUE DE NIVEAU 1 :

Aucun des facteurs déterminants n'est reconnu sur le site

Risque nul à très faible.

2.2. RISQUE DE NIVEAU 2 :

Les facteurs déterminants sont diffus, mal circonscrits mais présentent des analogies avec des zones à risque plus élevé.

Risque faible.

2.3. RISQUE DE NIVEAU 3 :

Tous les facteurs déterminants sont accessibles : n - 1 facteurs sont répertoriés, le facteur manquant pouvant apparaître au cours du temps.

Risque moyen

2.4. RISQUE DE NIVEAU 4 :

Tous les facteurs déterminants sont reconnus sur le site mais l'intensité d'un ou plusieurs facteurs est faible.

Risque fort

2.5. RISQUE DE NIVEAU 5 :

Tous les facteurs déterminants sont reconnus sur le site avec des intensités fortes et une forte probabilité d'apparition.

Risque très fort.

3. LES CRUES TORRENTIELLES :

Le climat Méditerranéen auquel est soumis la commune de Castellane est caractérisé par de violents orages notamment en été, qui peuvent être responsables de crues brutales et parfois riches en matériaux de certains torrents.

La commune de Castellane comprend 26 torrents principaux dont la liste figure ci-dessous :

Clares,
La Rochette-Blaron,
Descouele
Cheiron
Rouret,
L'Escoulaou,
La Recluse,
La Jabie,
La Mélaou,
Sionne,
Les Clastres,
Taulanne,
Brayal,
Villars-Brandis,
Brandis,
Riou Chaud,
La Fontaine-Chasteuil,
Patarasse,
L'Ubac-Vei,
La Doux,
Roblon,
Rayaup,
Savoye,
Destourbes,
Eoulx,
Jabron

Deux types de risques peuvent être distingués :

- le risque torrentiel proprement dit comprenant :
  - un risque fort, qui représente le lit des torrents et les secteurs où des crues importantes sont susceptibles de se produire (zone R9 sur la carte P. P. R.).
  - un risque moyen qui correspond au champ d'inondation présumé d'une crue décennale à centennale avec des hauteurs d'eau possible sur le site de 40 cm (zones B8 ou R8 selon les cas sur la carte P. P. R.)
- un risque d'inondation correspondant à des débordements torrentiels lointains, où on peut observer une lame d'eau, étalée, pouvant atteindre une hauteur de 0,20 m avec une vitesse réduite à nulle (zone B7 sur la carte P. P. R.).

Rappelons pour mémoire quelques épisodes torrentiels:

- la crue de la Recluse du 7 octobre 1960, inondant une partie de la ville et recouvrant les bas quartiers d'un mètre d'eau environ.
- la crue du Pesquier de novembre 1994, inondant le camping le Pesquier

4. LE RISQUE INONDATION DU VERDON :

L'étude ne porte que sur une partie du Verdon, à savoir celle qui traverse le centre ville. Le reste correspond à une vulnérabilité faible à nulle, à l'exception des zones de camping.

Ce risque concerne essentiellement :

- la plaine qui s'étend en aval de la vieille ville de Castellane sur environ 1500 m de long et 300 m de large.
- les terrains de camping de Chasteuil et des Gorges du Verdon.

Le zonage a été réalisé en fonction de la crue centennale.

Les niveaux de risque sont ainsi définis :

Vitesse du courant (m/s)	Hauteur d'eau (m)			
	0.00<H<0.50	0.50<H<1.00	1.00<H<2.00	H>2.00
V=0.0	Faible	Faible	Moyen	Moyen
0.0<V<0.5	Faible	Moyen	Moyen	Fort
0.5<V<1.0	Faible	Moyen	Fort	Fort
1.0<V<2.0	Moyen	Moyen	Fort	Très Fort
V>2.0	Moyen	Fort	Fort	Très Fort

En plus des paramètres du tableau, la durée de submersion, pour les risques de niveau faible, doit être très courte.

TITRE 3

JUSTIFICATION DES ZONAGES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

1. VULNERABILITE DES CONSTRUCTIONS - DES BIENS ET DES PERSONNES :

1.1. : VULNERABILITE COLLECTIVE :

la vulnérabilité d'une zone est liée à son taux d'endommagement ou de destructibilité possible lors d'un événement ainsi qu'aux conséquences prévisibles de ces dommages sur les personnes et l'activité économique. Elle dépend donc de son utilisation et de sa densité en biens et personnes.

1.2. : VULNERABILITE INDIVIDUELLE :

Certains équipements publics ou points singuliers de par leur nature méritent d'être traités individuellement. Ce sont :

- les établissements d'enseignement
- les équipements sportifs
- les équipements d'accueil et de tourisme
- les salles de réunions
- les équipements sanitaires et sociaux
- les grands magasins et centres commerciaux
- les établissements industriels
- les établissements agricoles

1.3. : VULNERABILITE DES EQUIPEMENTS SENSIBLES :

Il s'agit essentiellement des infrastructures et de leurs équipements dont le fonctionnement à la vie collective est essentiel.

Ce sont:

- les réseaux de transports (routes, voies ferrées, voies fluviales, gares, aéroports, ports, ouvrages d'art)
- les réseaux de transmission de l'information (centraux de télécommunication et de transmission, relais hertziens, câbles L.G.D. (lignes grandes distances) et autres réseaux, centraux informatiques de gestion du trafic)
- les réseaux d'approvisionnement en énergie (centrales électriques, lignes E.D.F. Haute tension, poste E.D.F. d'intercommunication, postes G.D.F. de détente ou de compression, canalisations de transports de liquides inflammables et de gaz combustibles).
- les réseaux et équipements d'approvisionnement en eau potable ainsi que d'évacuation et de traitement des eaux usées et des ordures ménagères (pompage, traitement et distribution d'eau, traitement des ordures ménagères)
- les équipements de secours (casernes de sapeurs pompiers, établissements de soins).

1.4. : VULNERABILITE POTENTIELLE :

la vulnérabilité potentielle d'une zone est directement liée à l'utilisation qui en est prévue dans le plan d'occupation des sols.

Elle dépend donc de sa vocation et de son coefficient d'occupation (C.O.S.)

2. DEFINITION DES ZONES BLANCHES, BLEUS ET ROUGES :

L'article 40-1 de la loi du 2 Février 1995 précise que le P.P.R. a pour objet en tant que de besoin :

1° de délimiter les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités.

2° de délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ci-dessus.

Dans le cas du P. P. R. de Castellane, il a été retenu de distinguer :

2.1. ZONES ROUGES :

ce sont des zones très exposées et inconstructibles. Toutefois, y sont autorisés, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

1. les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et des installations implantées antérieurement à la publication du plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures,
2. sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente:
   - les abris légers annexes des bâtiments d'habitation,
   - les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole ou forestière ou aux activités de pêche ou de cultures marines,
3. les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris la pose de lignes et de câbles sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux et en avertisse le public par une signalisation efficace,
4. tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques,
5. les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré dans le cas où la cause des dommages n'a pas de lien avec le risque qui a entraîné le classement en zone rouge.
6. les ouvrages de franchissement de cours d'eau correctement dimensionnés.

2.2. LES ZONES BLEUES :

Ces sont des zones moyennement exposées ou n'étant pas de nature à aggraver les risques existants. Les autorisations d'occupation ou d'utilisation du sol sont soumises à des prescriptions spéciales au titre du règlement du P.P.R..

2.3. LES ZONES BLANCHES :

Ce sont des zones qui n'appartiennent pas à une des catégories précitées, et qui sont réputées ne pas être exposées aux risques pris en compte par le P. P. R..

Le risque sismique couvrant toute la commune de Castellane, aucune zone blanche ne figure sur la carte P. P. R..

3. DIFFERENTS TYPES DE ZONE DU P. P. R. DE CASTELLANE :

La procédure d'élaboration du projet P. P. R. a été la suivante :

1°-Les différentes études préliminaires déterminent un niveau d'aléa pour chaque type de risque

2°-La superposition des différents aléas permet de définir des zones suffisamment homogènes, au regard de la nature et du niveau des risques. Pour chaque zone, il a été établi un règlement comportant des mesures de prévention et de protection adaptées.

3°-Les études de vulnérabilité des zones homogènes permettent de déterminer si des mesures de prévention, de protection, de sauvegarde sont réalisables, opportunes et supportables sur le plan économique et financier.

3.1. DIFFERENTS TYPES DE ZONES :

La superposition des cartes de risques dressées dans les études préliminaires aboutit à des zones où plusieurs risques se chevauchent.

Le risque sismique couvrant toute la commune, il n'existe pas de zone sans risque.

Les zones ainsi recensées sur la commune de Castellane sont les suivantes:

-zones à risque sismique seul :

- risque sismique particulier : zone de Chasteuil-Taloire, présence de faille ou chevauchement.
- risque sismique ordinaire : tout le reste du territoire de la commune.

-zones mixtes autres risques, risque sismique:

Le tableau de la page suivante rend compte de tous les types de risques rencontrés en dehors du risque sismique :

Recensement des zones à risque

	R2	R3	R4	R5	Cb2	Cb3	Cb4	Cb5	Cp2	Cp3	Cp4	G2	G3	G4	Eb	Ef	V2	V3	V4	V5	T2	T3	T4	T5
R2	●				★	★	★	★	★	★					Eb	★	★			★				
R3		●			★	★	★		★	★	★	★	★											
R4			●		★	★	★		★	★		★	★			★								
R5				●			★		★															
Cb2	★				●										Eb	★				★				
Cb3	Eb		Eb			★									Eb	★								
Cb4							★								Eb									
Cb5								●							Eb									
Cp2									●															
Cp3	Eb	Ef2								★		★	★				★			★				
Cp4																								
G2												●												
G3													★				★							
G4														★										
Eb															★									
Ef																★								
V2																	★							
V3																		★						
V4																			★					
V5										G2										★				
T2																					★			
T3																						★		
T4																							★	
T5																								★

R : ravinement
Cb : chute de blocs
Ef : effondrement actif ou potentiel

Cp : chute de pierres
V : inondation du Verdon
T : inondation torrentielle

Eb : éboulis actif
G :glissement actif ou potentiel
2, 3, 4, 5: niveau de risque

● : risque simple ★ : risque double Eb : risque triple

3.2. REPARTITION DES ZONES :

Le risque sismique couvrant tout le territoire de la commune, la carte P. P. R. ne comporte pas de zone blanche.

- les zones rouges estimées très exposées

- risque chute de pierre ou de blocs de niveau 3
- risque ravinement de niveau 4,
- risque glissement de terrain de niveau 3,
- risque d'inondation par le Verdon fort à très fort.
- risque torrentiel fort.

- les zones classées en bleu, soumises à des prescriptions spéciales adaptées à chaque type de risque et qui figurent au règlement du présent plan d'exposition aux risques.

TITRE 4

EQUIPEMENTS COLLECTIFS DONT LE FONCTIONNEMENT PEUT ETRE PERTURBE PAR UNE CATASTROPHE NATURELLE

1. DEFINITION DES CLASSES DE CONSTRUCTION AU REGARD DE LA REGLEMENTATION PARASISMIQUE :

Ces définitions sont tirées des textes officiels de l'arrêtés du 29 mai 1997

Pour la prise en compte du risque sismique, les bâtiments, les équipements et installations sont répartis en deux catégories respectivement dites "à risque normal" et "à risque spécial".

1.1. BATIMENTS, EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS A RISQUE NORMAL :

Il s'agit des bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat.

1.1.1. CLASSE A :

Ce sont les bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée et non visés par les autres classes décrites ci-dessous.

1.1.2. CLASSE B :

Ce sont :

- les bâtiments d'habitation individuelle;
- les établissements recevant du public des 4° et 5° catégories au sens des articles R 123-2 et R 123-19 du Code de la construction et de l'habitation,
- les bâtiments dont la hauteur est inférieure ou égale à 28 m :
  - les bâtiments d'habitation collective;
  - les bâtiments à usage de bureaux, non classés établissement recevant du public au sens de l'article R 123-2 du code de la construction et de l'habitation, pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300;
- les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300;
- les bâtiments abritant les parcs de stationnement ouverts au public.

1.1.3. CLASSE C :

Ce sont :

- les établissements recevant du public des 1ère, 2e et 3e catégories au sens des articles R 123-2 et R 123-19 du Code de la construction et de l'habitation au sens de l'article R 123-2 du Code de la construction et de l'habitation;

- les bâtiments dont la hauteur dépasse 28 mètres :
  - bâtiments d'habitation collective;

- bâtiments à usage de bureaux;

- les autres bâtiments pouvant accueillir simultanément plus de 300 personnes appartenant notamment aux types suivants :
  - les bâtiments à usage de bureaux non classés établissements recevant du public au sens de l'article R 123-2 du Code de la construction et de l'habitation,
  - les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle,
- les bâtiments des établissements sanitaires et sociaux, à l'exception de ceux des établissements de santé au sens de l'article L 711-2 du code de la santé publique qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique et qui sont mentionnés à la classe D ci-dessous,
- les bâtiments des centres de production collective d'énergie, quelle que soit leur capacité d'accueil.

1.1.4. CLASSE D :

Ce sont :

- les bâtiments dont la protection est primordiale pour les besoins de la protection civile et de la défense nationale ainsi que pour le maintien de l'ordre public et comprenant notamment :
  - les bâtiments abritant les moyens de secours en personnels et matériels et présentant un caractère opérationnel,
  - les bâtiments définis par le ministre chargé de la défense, abritant le personnel et le matériel de la défense et présentant un caractère opérationnel,
- les bâtiments contribuant au maintien des communications, et comprenant notamment ceux :
  - des centres principaux vitaux des réseaux de télécommunications ouverts au public,
  - des centres de diffusion et de réception de l'information,
  - des relais hertziens stratégiques;,
- les bâtiments et toutes leurs dépendances fonctionnelle assurant le contrôle de la circulation aérienne des aérodromes classés dans les catégories A, B et C2 suivant les instructions techniques pour les aérodromes civils (ITAC) édictées par la direction générale de l'aviation civile, dénommées respectivement 4C, 4D et 4E suivant l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
- les bâtiments des établissements de santé au sens de l'article L 711-2 du code de la santé publique qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique,
- les bâtiments de production ou de stockage d'eau potable,
- les bâtiments des centres de distribution publique de l'énergie,
- les bâtiments des centres météorologiques.

1.2. BATIMENTS A RISQUE SPECIAL :

Il s'agit des bâtiments, équipements et installations pour lesquels les effets sur les personnes, les biens et l'environnement de dommages même mineurs résultant d'un séisme peuvent ne pas être circonscrits au voisinage immédiat des dits bâtiments, équipements et installations.

Ces bâtiments font l'objet d'une réglementation parasismique particulière : arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement. Les ouvrages qui doivent faire l'objet d'études particulières sortent du cadre strict de la réglementation des P. P. R.

2. CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS RECENSES :

2.1. BATIMENTS OU INSTALLATIONS A RISQUE SPECIAL :

- barrage de Chaudanne
- barrage de Castillon

2.2. BATIMENTS DE CLASSE D :

- L'hôpital rural de Castellane.
- La Gendarmerie Nationale.
- Le bâtiment des Sapeurs Pompiers.
- Le Central téléphonique.

2.3. BATIMENTS DE CLASSE C :

- L'église
- Collège du Verdon
- Ecole primaire et maternelle
- Foyer culturel
- Centre communal d'action sociale.
- La sous-préfecture.
- La Mairie
- L'office du tourisme
- Le foyer de 3ème âge

2.4. ACTIVITES PARTICULIERES :

- Entreprise CIOT (travaux publics)
- STEF BERTAINA (travaux publics)
- France Telecom
- Graphik Roc
- Héli-Verdon
- Marine Nationale
- Piscine municipale
- Stade municipal
- Sirocco (base de loisirs nautiques)
- 13 campings.
- Le festival d'art traditionnel (une semaine par an autour du 15 août - environ 600 personnes).

2.5. EQUIPEMENTS SENSIBLES :

Ont été recensés:

- 1 Central d'emploi de lignes à grandes distances.
- 1 Poste électrique
- la route nationale 85
- 3 ouvrages d'art sur le Verdon
- 2 usines électriques EDF
- une station d'épuration
- 17 bassins de relevage
- 2 lignes haute tension
- 1 station de pompage
- 1 câble LGD
- 1 décharge contrôlée
- 1 décharge de monstres

TITRE 5

MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

1. RISQUE SISMIQUE :

La réglementation citée au Titre 4 fait que les règles de construction parasismique s'appliquent sur l'ensemble de la commune. Castellane est située en zone Ib (zone de sismicité faible). Les règles sont celles du document technique unifié (DTU) : Règles parasismiques 92, dites "Règles PS 92. Elles définissent une accélération nominale a_n qui a pour but de permettre l'ajustement de la résistance d'une construction à l'intensité sismique dont ses promoteurs ou la collectivité entendent la protéger. L'arrêté du 29 Mai 1997 donne pour la zone Ib selon la classe des bâtiments les valeurs minimales à prendre en compte pour l'accélération :

pour la classe A, $a_n = 0$
pour la classe B, $a_n = 1.5$
pour la classe C, $a_n = 2$
pour la classe D, $a_n = 2,5$

Lors de l'étude préliminaire réalisée, il a été procédé à un zonage sismique en fonction de la tectonique et de la géologie. Le règlement donne des recommandations qu'il conviendra de prendre en compte pour les constructions à risque normal.

La présence de séismes historiques récents d'intensité V à VIII au niveau de Chasteuil justifie que cette zone soit traitée avec plus de rigueur.

La présence de failles et chevauchements importants sur tout le territoire de la commune justifie également que les bandes qui les contiennent soient signalées et traitées à part au niveau du règlement.

Dans les zones alluviales, des essais particuliers pourraient être envisagés lors de la réalisation de bâtiments recevant du public afin de vérifier :

- l'absence de terrains liquéfiables dans le sous-sol
- la non adéquation des périodes propres du terrain avec celles du bâtiments.

2. RISQUES D'INONDATIONS TORRENTIELLES :

Les études réalisées dans le cadre du P.P.R. mettent l'accent sur la nécessité de l'entretien et de l'aménagement des torrents et des coussières. Il convient de lutter contre la tendance générale et abusive de busage et de couverture des ravins et de revenir à une politique plus soucieuse de l'agrément du cadre de vie par une réhabilitation des berges et de leur traitement paysager.

La protection contre le risque torrentiel passe par des mesures facilitant l'évacuation des crues d'orage :

-entretien du lit, nettoyage, débroussaillage des berges, curage, évacuation des dépôts solides divers (arbres, objets encombrants et instables susceptibles de former des embâcles).

-maintien et amélioration des capacité d'évacuation des busages et ouvrage d'art.

Notons quelques cas particuliers :

Cheiron : au droit du point coté 932, la digue commence à être sapée à la base. Un confortement de cette digue est fortement recommandée.

Rouret : il est indispensable de conforter les digues, de curer et débroussailler régulièrement. Le passage de la RN 85 est sous-dimensionné.

Le Pesquier : curage et débroussaillage indispensables. Le passage de la voie communale près de "La Moutière" est sous-dimensionné. Le passage de la RN 85 est également sous-dimensionné.

La Recluse : Le passage de la RN 85 est sous-dimensionné. Une opération de restauration de l'aqueduc est souhaitable.

Sionne-Les Clastres : Il serait souhaitable de conforter et rehausser les digues après le confluent avec la Mélaou. Le passage de la voie communale au point coté 725 est insuffisant.

Destourbes : Le pont de franchissement à l'entrée du camping de la Lagne est insuffisant. Une brèche dans la digue rive droite a par ailleurs été pratiquée au niveau du camping.

3. RISQUES D'INONDATION PAR LE VERDON :

Les crues de novembre 1993 et 1994 ont rappelé que malgré la présence des barrages, le Verdon pouvait encore être dévastateur.

En effet les débits lâchés au niveau de l'évacuateur de crue du barrage de Chaudanne ont été les suivants :

300 m^3/s en octobre 1993,
400 m^3/s le 6 janvier 1994,
590 m^3/s le 5 novembre 1994.

Le 5 et 6 novembre 1994, le débit estimé au pont neuf était de 720 m^3/s, soit proche du débit centennal estimé à 850 m^3/s.

Les dégâts ont été importants :

- la "barricade", digue élevée en 1463, a été affouillée et fortement endommagée en deux endroits.
- Les courts de tennis ont été recouverts de 50 cm d'eau,
- Le niveau des vestiaires de la piscine a été recouvert de 30 cm d'eau.
- La route des gorges a été emportée partiellement en trois endroits sur le territoire de la commune, l'accès vers Moustiers ou Comps a été coupé.
- Le camping des gorges du Verdon a été recouvert au trois quarts de laisses de crue. Les sanitaires ont été emportés.
- Des caravanes du camping de Salaou ont été emportées, ainsi qu'une centaine d'emplacements.
- On estime par ailleurs le surcreusement du lit du Verdon au niveau de Castellane d'environ 1,5 m. Ceci fait craindre des affouillements importants des ouvrages de protection, qui doivent être confortés en conséquence.

L'aménagement de la rivière donne donc un sentiment de fausse sécurité. Les ouvrages EDF ont un rôle d'écrêteur de crues limité.

Pour une crue de debit estimé à 770 m^3/s :

- La zone artisanale dans sa partie récente serait inondée sous 0,5 m d'eau en moyenne avec des vitesses de 0,5 à 1,0 m/s, durant une courte période.
- Le secteur du stade se retrouverait sous 0,5 à 1,5 m d'eau avec des courants de 1,0 à 1,5 m/s.
- La RN85 au droit du stade et les champs situés plus au Sud subiraient une submersion limitée.
- La plate-forme des tennis et de l'aire de jeux entre les deux ponts et la plate-forme de la piscine seraient noyés sous 2 m d'eau avec des courants de 1 à 2 m/s.
- Le secteur comprenant le parking amont, l'agglomération et la plaine jusqu'au torrent du Rouret resteraient hors d'eau tant que les flots ne passeront pas par dessus les digues.
- La plaine en aval du Rouret pour autant qu'elle est protégée par la barricade subirait une inondation par l'aval avec 0,5 à 1,0 m d'eau et des vitesses négligeables.
- Le secteur proche du lit mineur du terrain de camping du Salaou connaîtrait des hauteurs d'eau de 2 à 3 m et des vitesses de 1 à 2 m/s.
- Le secteur plus en arrière du terrain de camping du Salaou connaîtrait des hauteurs d'eau de 1 m et des courants inférieurs à 1 m/s.

Pour les terrains de camping de Chasteuil et des Gorges du Verdon, l'aléa est très fort pour les plates-formes situées à moins de 2 m au dessus des eaux normales et fort pour les plates-formes situées entre 2 et 4 m au dessus des eaux normales.

Les réseaux doivent être conçus en fonction du risque et de façon à éviter toute pollution de la rivière. L'implantation des bâtiments ne doit pas constituer un obstacle à l'écoulement des eaux.

L'ouverture des bâtiments vers l'amont ainsi que les constructions légères et les objets ou matériaux encombrants, légers et instables, devront être interdits.

La surveillance et l'entretien des endiguements dont l'effet protecteur a été intégré dans le zonage devraient être assurés très régulièrement. Les dernières crues rendent ce point particulièrement d'actualité.

L'entretien du lit du Verdon, notamment entre Chaudanne et la restitution (essartement, nettoyage des berges) et le maintien du gabarit actuel sont indispensables.

Pour les campings, on privilégiera l'utilisation des zones les moins exposées, et on placera les installations les plus légères et les plus mobiles dans les zones à évacuer en priorité en cas de nécessité.

Les responsables des campings établiront des consignes d'évacuation dans la situation la plus dégradée et estimeront la durée prévisible de l'opération. Cette durée permettra d'établir à partir de quel débit réel il conviendra d'ordonner l'évacuation pour anticiper une éventuelle crue à caractère catastrophique.

4. RISQUES LIES A LA NATURE, A LA STRUCTURE ET A LA TECTONIQUE DES TERRAINS :

Les études préliminaires ont permis la prise en compte des principaux phénomènes liés à la nature du sol : glissements, chutes de pierres ou de blocs, présence de vide, érosion, ravinement, etc..

Les principaux problèmes concernent les routes qui subissent presque quotidiennement l'apport de pierres ou de blocs détachés des massifs rocheux qui les surplombent.

Il pourrait être prudent d'interdire l'arrêt des véhicules dans les zones classées à risque de chute de pierres ou de blocs de niveau 4 ou 5 (zones R3 de la carte P. P. R.).

Quelques glissements récurrents sont à signaler comme à la sortie de la Baume ou avant Eoulx.

Des mouvements de bâtiments anciens ont lieu dans la vieille ville. Ils peuvent bien sûr être imputés à l'âge et aux déficiences de structures des constructions. Cependant, il n'est pas exclu que le sous-sol puisse avoir une part de responsabilité. En effet, la vieille ville est bâtie sur des alluvions récentes du Verdon qui recouvrent des terrains du Trias ayant une forte probabilité de contenir du gypse (un forage effectué en 1992 à côté de la piscine a mis en évidence sous 25 m d'alluvions la présence de marnes gypseuses jusqu'à au moins 100 m de profondeur).

Les affaissements observés dans la vieille ville peuvent donc avoir les causes suivantes :

- dissolution différentielle de gypse au toit du substratum
- dissolution différentielle de gypse à l'intérieur du substratum
- entraînement de fines dans les alluvions par variation du niveau de la nappe
- entraînement de fines dans les alluvions par écoulement latéraux.

La réalisation d'une étude géologique au niveau de la vieille ville pourrait permettre d'affirmer ou d'infirmer ces hypothèses. Cette étude devrait comporter un ou plusieurs forages effectués au delà des alluvions avec carottages dans le substratum, et des analyses d'eau (présence de sulfate). La confirmation de la présence de gypse accompagnée de circulation d'eau devrait influencer notablement les systèmes de fondations des constructions futures.

TITRE 6

PROCEDURE D'ELABORATION ET CONTENU DU P. P. R.

1. CADRE GENERAL REGLEMENTAIRE :

La loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 modifiée par la loi n°95.101 du 2 février 1995 instaure par l'Etat l'élaboration et la mise en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) qui se substituent aux P.E.R. (plan d'exposition aux risques naturels) issus de la loi 82.600 du 13 juillet 1982.

A la différence des P.E.R. fondés sur la loi du 13/07/82 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, les plans de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) s'appuient sur la loi du 22/07/87 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre les incendie et à la prévention des risques majeurs.

Les P.P.R. délimitent les zones exposées aux risques, les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des aménagements pourraient aggraver ou provoquer de nouveaux risques. Les P.P.R. définissent pour ces zones des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Ils peuvent également définir des mesures d'exploitation ou d'usage.

Les P.P.R. sont élaborés et révisés dans les conditions définis par le décret n°95.089 du 5 octobre 1995 : plans de prévention aux risques naturels prévisibles.

Les P.P.R. valent servitude d'utilité publique et sont annexés au plan d'occupation des sols (articles L. 126-1 et R. 126-1 du code de l'urbanisme : liste annexée, titre IV B, Sécurité publique).

Les P.P.R. complètent ou renforcent les dispositions réglementaires et d'ordre public qui s'imposent aux constructeurs au travers de la codification de l'urbanisme, de la construction et de l'habitation et dans le cadre de la protection civile et du maintien de l'ordre public. Ils peuvent fixer des règles particullères de construction, d'aménagement et d'exploitation en ce qui concerne la nature et les caractéristiques des bâtiments.

L'obligation de respecter les règles de construction parasismique découle des textes suivants :
.Loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la protection des risques majeurs.
.Loi n° 95.101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.
.Décret n°91.461 du 14 mai 1991 : prévention du risque sismique.
Décret n°95.1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux plans de prévention des naturels.
.Arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.
.Arrêté du 29 Mai 1997 : classification et règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la catégorie dite "à risque normal".

En outre, font l'objet d'une réglementation particulière, les installations classées, les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

Les risques suivants ne sont pas pris en compte dans le présent P.P.R. :
-les incendies de forêts :
-les risques de nature technologique :
-barrages de retenues d'eau
-installations classées
-transports de matières dangereuses, etc.

Ils font l'objet de plans particuliers d'intervention élaborés sous maîtrise d'ouvrage communale avec les services et établissements publics concernés.

2. PROCEDURE D'ELABORATION ADMINISTRATIVE :

(décret n°95.089 du 5 octobre 1995)
La procédure d'élaboration du P. P. R. comprend plusieurs phases décrites ci-dessous :

Arrêté préfectoral de prescription du P. P. R.
comprenant :
-le périmètre d'étude
-la nature des risques
-le service instructeur

↓

Transmission au Maire
Publication au recueil des actes administratifs

↓

Elaboration du projet de P. P. R. comprenant :

-Le rapport de présentation :
Indique le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte-tenu des connaissances.

-Des documents graphiques :
Délimitation des zones :
1. Zones exposées aux risques
2. Zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des aménagements pourrait provoquer des risques.

-Le règlement :
il détermine :
1. les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables par zone
2. les mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde qui incombent aux collectivités publiques ou aux particuliers
3. les mesures de prévention, protection et de sauvegarde pour les constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés existants

↓

Transmission pour avis du projet de P. P. R. au Conseil Municipal (2 mois)

↓

Enquête d'utilité publique

↓

Arrêté préfectoral d'approbation du P. P. R.
Publicité dans deux journaux
Affichage en Mairie (un mois)
Publication au recueil des actes administratifs de l'Etat.

↓

Servitudes résultant des plans de prévention des risques naturels prévisibles
Mise à jour du POS (devenu P.L.U.)

TABLE DES MATIERES

TITRE 1

PRESENTATION DE LA COMMUNE

1. PRESENTATION GEOGRAPHIQUE : 1

2. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET DE L'HABITAT : 1

3. ACTIVITES ECONOMIQUES : 1

TITRE 2

CARACTERISTIQUE DES RISQUES ETUDIES ET LOCALISATION SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

1. LES SEISMES : 2

2. LES MOUVEMENTS DE TERRAINS : 3
2.1. Risque de niveau 1 : 4
2.2. Risque de niveau 2 : 4
2.3. Risque de niveau 3 : 4
2.4. Risque de niveau 4 : 4
2.5. Risque de niveau 5 : 4

3. LES CRUES TORRENTIELLES : 4

4. LE RISQUE INONDATION DU VERDON : 5

TITRE 3

JUSTIFICATION DES ZONAGES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

1. VULNERABILITE DES CONSTRUCTIONS - DES BIENS ET DES PERSONNES : 7
1.1. : Vulnérabilité collective : 7
1.2. : Vulnérabilité individuelle : 7
1.3. : Vulnérabilité des équipements sensibles : 7
1.4. : Vulnérabilité potentielle : 7

2. DEFINITION DES ZONES BLANCHES, BLEUS ET ROUGES : 8
2.1. Zones rouges : 8
2.2. Les zones bleues : 8
2.3. Les zones blanches : 8

3. DIFFERENTS TYPES DE ZONE DU P. P. R. DE CASTELLANE : 9
3.2. Répartition des zones : 10

TITRE 4

EQUIPEMENTS COLLECTIFS DONT LE FONCTIONNEMENT PEUT ETRE PERTURBE PAR UNE CATASTROPHE NATURELLE

1. DEFINITION DES CLASSES DE CONSTRUCTION AU REGARD DE LA REGLEMENTATION PARASISMIQUE : 11
1.1. Bâtiments, équipements et installations à risque normal : 11
1.2. Bâtiments à risque spécial : 12

2. CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS RECENSES : 13
2.1. Bâtiments ou installations à risque spécial : 13
2.2. Bâtiments de Classe D : 13
2.3. Bâtiments de Classe C : 13
2.4. Activités particulières : 13
2.5. Equipements sensibles : 13

TITRE 5

MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

1. RISQUE SISMIQUE : 14

2. RISQUES D'INONDATIONS TORRENTIELLES : 14

3. RISQUES D'INONDATION PAR LE VERDON : 15

4. RISQUES LIES A LA NATURE, A LA STRUCTURE ET A LA TECTONIQUE DES TERRAINS : 16

TITRE 6

PROCEDURE D'ELABORATION ET CONTENU DU P. P. R.

1. CADRE GENERAL REGLEMENTAIRE : 17

2. PROCEDURE D'ELABORATION ADMINISTRATIVE : 18